

B.E.I.P.I.Association déclarée
Loi de 190130, Rue de Gramont
PARIS-2°Téléphone : RICHelieu 80-80
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

Un chapitre d'Histoire de France
selon la version officielle de Moscou :

« Les crimes de de Gaulle et de ses patrons anglo-américains contre le peuple français »

C E titre n'est pas du *B.E.I.P.I.*, mais d'un auteur soviétique, N. I. Godounov, et figure en tête du chapitre IV d'un livre édité à Moscou en juillet 1953 et intitulé : *La lutte du peuple Français contre les occupants hitlériens et leurs complices* (Moscou, Editions Politiques d'Etat, 1953). Les dits complices des hitlériens sont, d'après le gouvernement Malenkov qui a fait écrire et publier ce livre, le général de Gaulle et ses principaux collaborateurs.

On sait qu'en matière de rédaction et d'édition politiques, une initiative personnelle est hors de question en U.R.S.S. Comme le remarque précisément le général de Gaulle dans ses Mémoires, tout personnage soviétique n'est « *qu'un rouage parfaitement agencé d'une implacable mécanique* ». N. I. Godounov ne fait pas exception à la règle. Cet ancien secrétaire à l'ambassade de la rue de Grenelle n'a pu écrire que par ordre ; il a reçu des instructions précises et les a suivies strictement ; son travail a été soumis aux divers bureaux compétents, révisé par plusieurs instances superposées, contrôlé par plusieurs censure. Le résultat final traduit fidèlement les directives du pouvoir.

Nous reproduisons en entier le chapitre IV, intitulé : *Les Crimes de de Gaulle et de ses Patrons anglo-américains contre le Peuple Français*. Il importe qu'en France on ait connaissance d'une telle prose au moment où tant d'admirateurs de Staline hier, de Malenkov aujourd'hui, font état de « l'évolution » du stalinisme pour préconiser ce qu'ils appellent curieusement « la négociation » avec Moscou (comme si, depuis 36 ans, on s'était privé de négocier ; comme si Moscou n'avait pas d'ambassadeurs partout ; comme si les diverses puissances étaient dépourvues d'ambassadeurs à Moscou ; comme s'il n'y avait pas de délégations aux Nations Unies ; comme si d'innombrables contacts, de multiples conférences, n'avaient jamais eu lieu).

Il est regrettable que le livre de N. I. Godounov ne soit pas publié intégralement ici, pour l'instruction du public circonvenu par la propagande « coexistentialiste ». Du moins le chapitre IV donnera-t-il une idée de l'ensemble. Pour le situer, nous le ferons précéder et suivre d'un rapide aperçu des autres chapitres, avec citations textuelles, sans nous permettre le moindre commentaire. Quelques *Notes de la Rédaction* du *B.E.I.P.I.*, seulement, enrichiront le côté documentaire. Alors que la « coexistence » bat son plein depuis plus d'un tiers de siècle, on a intérêt à mieux connaître les interlocuteurs de « la négociation » permanente et à mieux savoir de quoi ils sont capables.

Lire en page 19 :

L'ARRESTATION DES COMMUNISTES
CLANDESTINS EN GRECE

Introduction

UNE courte introduction fait d'abord allusion aux ouvrages de Rémy, de J. Soustelle, de Dansette, qui vont être réfutés. « *Les auteurs de ces livres, exécutant les commandes de leurs patrons impérialistes, s'efforcent de taire ou de diminuer le rôle décisif de l'Union soviétique dans la libération de la France, de réduire, falsifier et dénigrer le rôle du Parti communiste français, organisateur et dirigeant du mouvement de résistance. Ils mettent en avant et dépeignent les « exploits » imaginaires du prétendant au rôle de dictateur, de Gaulle, ils essaient de montrer les socialistes de droite comme des défenseurs de l'indépendance française* ».

Les faits démentent ces « *falsificateurs bourgeois* », ce que prouvent... deux citations de M. Thorez. La libération de la France est l'œuvre

du parti communiste. Les impérialistes américains ont, sous l'occupation, « *mené la lutte contre le peuple français* » et même « *contribué à l'extermination des meilleurs fils du peuple français par les occupants* », etc. « *La haine des impérialistes américains contre le peuple français épris de liberté est attestée par leurs bombardements barbares des villes françaises, l'extermination sauvage des populations paisibles.* »

Fin de l'introduction : « *Actuellement, alors que le territoire de la France est occupé par la soldatesque américaine, les impérialistes des U. S.A., plus ouvertement encore que pendant la guerre, interviennent comme étrangleurs de la liberté et de l'indépendance du peuple français* » (pp. 3 à 5).

CHAPITRE PREMIER

Effondrement de la politique antisoviétique des cercles dirigeants français et défaite de la France en juin 1940

Ce chapitre est un réquisitoire contre la politique française depuis 1933, maintes fois répété par les publications communistes, et notamment contre la non-intervention dans la guerre d'Espagne, contre les gouvernements de L. Blum (*) et de Daladier (**), contre l'accord de Munich. « *La tactique de trahison du premier ministre Daladier était soutenue et dirigée par l'ambassadeur américain Bullit* » (p. 13).

Les leaders socialistes de droite portent une lourde responsabilité. « *Ils ont sciemment soutenu une politique de trahison...* » L. Blum écrivait dans le *Populaire* du 1^{er} octobre 1938 : « *Il n'y a pas une seule femme ni un seul homme en France qui refuserait à Chamberlain et à Daladier leur tribut de reconnaissance. La guerre est écartée. La catastrophe s'éloigne...* »

« *Ainsi écrivait un homme qui savait bien que l'accord de Munich déliait les mains aux agresseurs fascistes et hâta la guerre mondiale. Cet accord était une défaite de la France mais les traîtres dirigeants socialistes appelaient cela sauver la paix* » (p. 15).

Les agissements criminels des cercles réactionnaires américains, anglais et français furent percés à jour par l'Union soviétique, laquelle « fut

même obligée de conclure un pacte de non-agression avec l'Allemagne »... le pacte « fut une sage décision du gouvernement soviétique et témoigne d'une politique extérieure à longue portée... » (p. 17).

Les Allemands envahirent la Pologne. Cependant la France et l'Angleterre, qui disposaient de 120 divisions françaises et 10 divisions anglaises contre seulement 23 divisions allemandes, restèrent passives. Ce n'était pas fortuit : « *C'était la continuation de la politique antisoviétique...* » de Daladier et de Reynaud... (p. 18).

Le gouvernement français « *aida activement les Blancs finlandais, leur fournit des armes pour une guerre d'agression contre l'U.R.S.S...* Les généraux de Gaulle et Weygand élaborèrent des plans d'attaque contre Leningrad et le Caucase » (p. 19).

Les gouvernants anglo-français « *voulaient entamer une guerre contre l'Union Soviétique au lieu de faire la guerre à l'Allemagne hitlérienne* »... « *En France fut instauré un régime de cruelle réaction et de terreur policière* ». Les socialistes de droite eurent un rôle d'auxiliaires de la réaction particulièrement bas. « *Laquais des banquiers de Londres, Blum, calomniant les communistes, écrivait dans le Populaire qu'ils*

(*) N. d. L. R. — Le nouveau *Dictionnaire Encyclopédique* en cours de publication à Moscou donne sur L. Blum la notice suivante :

« Blum, Léon (1872-1950), homme politique réactionnaire français, leader des socialistes de droite, ennemi furieux de l'U.R.S.S. Après la victoire du Front populaire aux élections de 1936, fut à la tête du gouvernement français (1936-1937 et mars-avril 1938), mena une politique de dislocation du Front populaire. Un des initiateurs de la politique de « non-intervention » qui contribua à l'étranglement de la république espagnole par les interventionnistes italo-allemands et les insurgés fascistes (1936-1939). Contribua à déchaîner la deuxième guerre mondiale. Après la guerre, contribua à asservir la France à l'impérialisme des U.S.A... »

La *Grande Encyclopédie Soviétique*, t. 5, caractérise en outre L. Blum comme « *trahire à la classe ouvrière* », comme « *journaliste bourgeois, étroitement lié au capital monopoliste* », etc. Pendant dix années, il « *cumula son activité de directeur d'un journal publié avec l'argent des grands patrons, Le Populaire, organe du parti socialiste, avec un poste à la direction du plus*

grand magasin de Paris, les Galeries Lafayette... » Pendant la guerre, il « *sapa les forces intérieures de la France et contribua à sa capitulation honteuse* »... Après la défaite, « *il fut emmené en Allemagne, où il se trouva dans des conditions confortables et écrivit le livre antisoviétique et pro-fasciste : A l'Echelle humaine* ».

Après la guerre, L. Blum calomnie l'U.R.S.S. et combat les communistes avec perfidie, tente de rassembler « *toutes les forces réactionnaires* ». Il soumet la France à l'impérialisme américain, cherche à liquider l'indépendance nationale et à favoriser la domination mondiale des Etats-Unis. « *Agent direct de l'impérialisme américain* », il est « *l'ennemi le plus haineux de l'Union soviétique, l'ennemi de la paix, de la démocratie et du socialisme* ».

Cet article a été reproduit en entier dans la revue *Preuves*, qui l'a en outre publié en brochure (23 rue de la Pépinière, Paris). Il se termine par une citation de M. Thorez où le déserteur traite L. Blum d'assassin, de « monstre », de bourgeois, de lâche assoiffé de sang, et l'appelle « *Blum-le-policier, Blum-la-guerre* ».

étaient des agents d'une puissance étrangère. Ce répugnant traître à la classe ouvrière alla jusqu'à proposer au gouvernement « de déferer aux tribunaux, de juger et d'exécuter les activistes communistes » (p. 20).

Après la défaite de 1940, « le peuple français brûlait du désir de défendre son pays... mais les cercles dirigeants ne voulaient pas combattre les envahisseurs hitlériens » (p. 21).

Même des députés bourgeois ont dû qualifier d'antipopulaire cette attitude des cercles dirigeants. « Toujours cette même préoccupation de caractère politique ! — écrit le radical de droite Mendès-France. — On ne tirera pas sur les Allemands mais en revanche on tirera peut-être sur les Français ! » (P. Mendès-France, *Liberté, Liberté chérie*, N. Y. 1943, p. 67).

Bref, Paris se rendit sans combat, le traître Pétain devint premier ministre et la capitulation de la France fut la conséquence « du jeu politique pro-fasciste, antisoviétique ignoble des cercles dirigeants » (p. 22).

Suit un historique du régime de Pétain, « ennemi du peuple français » qui fut soutenu par les « socialistes de droite Ramadier, André Philip et l'indépendant Pinay »... (p. 23). En passant, l'auteur a mentionné Robert Schuman qui, après la guerre, devait « trahir les intérêts de la France et se mettre à plat ventre devant les impérialistes américains ».

Les cercles dirigeants d'Angleterre décidè-

rent, « pour réaliser leurs fins impérialistes, d'utiliser la clique vichyste ». Ils restèrent en rapports étroits avec Pétain. Ils firent même un accord secret avec les traîtres au peuple français. « Le 22 octobre 1940, à Londres, se présenta l'envoyé de Pétain, le professeur Louis Rougier » (p. 28). L'Angleterre fournit des marchandises aux Vichystes, et « par conséquent aux occupants hitlériens ».

De leur côté, les cercles dirigeants des U.S.A. cherchaient « à s'emparer de la flotte et des colonies françaises » (p. 29). Ils voulaient faire des fascistes français leurs alliés dans « la future agression contre l'U.R.S.S. » (p. 30). Un accord fut conclu en Afrique du Nord pour la fourniture, par les Américains, de matières premières qui, « bien entendu, et non sans l'assentiment de Vichy, allaient en Allemagne fasciste ».

Les industriels d'Afrique du Nord « collaboraient ouvertement avec les capitalistes allemands. Ainsi par exemple le capitaliste Rigault était étroitement lié à la banque allemande Worms et publiait sous l'occupation le *Journal fasciste*. Collaborait aussi avec les monopoles allemands le capitaliste Jacques Lemaigre-Dubreuil... participant de l'émeute fasciste à Paris en février 1934 » (p. 31).

Ainsi, les cercles dirigeants anglais et américains collaboraient avec les traîtres français pour atteindre leurs buts « agressifs et impérialistes », pour « écraser les forces démocratiques » et « faire de la France leur colonie » (p. 32).

CHAPITRE DEUXIEME

Le Parti communiste français, organisateur et dirigeant de la lutte libératrice

« Le mouvement de résistance commença aussitôt après l'invasion de la France par les hitlériens ». A sa tête se mit le parti communiste. Tous les autres partis disparurent et la majorité de leurs leaders rallia la clique Pétain : « Ainsi, se comportèrent les leaders socialistes Spinasse, Belin, Gazier et autres » (p. 33).

Le parti communiste était préparé à « son noble rôle historique ». Car, à son appel, « le 6 février 1934, dans les rues de Paris, les ouvriers s'étaient battus contre les émeutiers fascistes » (p. 34). Rien d'étonnant si, le 10 juillet 1940, le Comité central communiste publia un manifeste signé Thorez et Duclos... dans *l'Humanité* qui, interdite en 1939, avait néanmoins « augmenté son tirage », etc. (p. 37).

« En protestation contre la fermeture des écoles supérieures, des centaines d'étudiants sorti-

rent le 11 novembre 1940 sur les Champs-Élysées. Les organisateurs de cette démonstration antifasciste étaient les communistes » (p. 40).

Et ainsi de suite. Le tout appuyé de références à M. Thorez, à des revues communistes. « Même une publication officielle comme *Esquisses sur l'histoire de la résistance française, éditée par le ministère de l'Information* en 1946, reconnaît que les communistes de Paris ont commencé la lutte contre l'occupant dès la prise de la ville par les troupes hitlériennes » (p. 43).

En conclusion, le parti communiste, incarnation du patriotisme, modèle de toutes les vertus, eut le mérite d'être seul à montrer au peuple les perspectives de la lutte, à exprimer sa certitude de victoire, à organiser pratiquement la résistance (p. 44).

L'article du déserteur Thorez a paru dans *L'Internationale Communiste*, n° 2, 1940, et dans *Die Welt*, en allemand, à Stockholm, n° du 16 février 1940. On trouvera des extraits de cet article antisémite dans la brochure : *Le Communisme et les Juifs*, par Gédéon Haganov, éditée par la revue *Contacts* (62 rue Nationale, Paris).

(**) N. d. l. R. — Le nouveau *Dictionnaire Encyclopédique* en cours de publication à Moscou donne sur M. Daladier la notice suivante :

« Daladier, Edouard (né en 1884), homme politique réactionnaire français, un des leaders du parti radical. Un des principaux coupables de la capitulation de la France devant l'Allemagne hitlérienne en 1940. Ayant occupé en 1933 et en 1938-40 le poste de premier ministre, a mené une politique d'encouragement au fascisme et d'accommodement avec l'Allemagne hitlérienne ; en septembre 1938 signa l'accord de Munich... »

La *Grande Encyclopédie Soviétique*, t. 13, caractérise en outre M. Daladier comme l'un des « fossoyeurs de la France » et leader de « l'aile fasciste du parti radical ». Il a soutenu « l'organisation fasciste » et « lutté contre le Front populaire », il a mené avec L. Blum la « politique criminelle » de non-intervention en Espagne facilitant « l'étranglement de la République espagnole » dont il avait décrété le blocus. Il a reconnu la conquête de l'Éthiopie par l'Italie, puis reconnu le dictateur fasciste Franco. Il a suivi une « politique criminelle antinationale » d'arrangement avec Hitler et d'encouragement à ses agressions. Il a pratiquement vidé le pacte franco-soviétique de toute signification, puis mené une « politique antisoviétique provocatrice ». Pendant la guerre, il a saboté les opérations militaires, mis les communistes hors la loi, préparé une agression contre l'U.R.S.S. Après la défaite, il a bénéficié de « conditions confortables » au château de l'Her en Autriche.

Après la guerre, « avec l'appui des éléments les plus réactionnaires » il a repris de l'activité politique.

CHAPITRE TROISIEME

Influence de la grande guerre patriotique du peuple soviétique
sur la Résistance en France

« L'agression de l'Allemagne hitlérienne contre l'U.R.S.S. fut un point tournant pour la résistance en France, à partir duquel ce mouvement entra dans une nouvelle phase » (p. 46).

Nouvelle phase, en effet, pleine d'exploits légendaires que N. I. Godounov emprunte à l'apologie communiste. Entre autres, le patriote Pierre Georges, connu sous le nom de colonel Fabien, tira sur un officier S.S. le 23 août 1941 à la station de métro Barbès-Rochecouart (p. 50). A l'héroïsme des communistes français, parallèle à l'héroïsme des défenseurs de Moscou, en septembre-novembre 1941, répondent « les pourparlers dans la coulisse pour une paix séparée » entre l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne, « et pour une lutte commune contre l'Union soviétique » (p. 52).

« Les cercles impérialistes des U.S.A. et d'Angleterre faisaient tout leur possible pour retarder l'ouverture d'un deuxième front en Europe, aidant par là-même les agresseurs fascistes à mener la guerre contre l'U.R.S.S. » Staline a dit, le 6 novembre 1941, qu'une des raisons des défaites de l'armée rouge consiste en « l'absence d'un deuxième front en Europe ». Les impérialistes américains et anglais escomptaient l'affaiblissement de l'U.R.S.S. saignée à blanc par une guerre épuisante. « Cette politique de cannibales fut exprimée avec le maximum de cynisme par Truman, aux premiers jours de la guerre »... (p. 53).

Cependant la révolte populaire contre le fascisme gronde partout en Europe. Par exemple : « Les masses laborieuses en Corse, comme dans le reste de la France, ne se résignaient pas à la honteuse capitulation de juin 1940 » (p. 68). Les communistes organisèrent la résistance et le soulèvement de la population dans l'île. Mais « la clique de Gaulle, suivant les directives de Londres et de Washington, s'efforça par tous les moyens de soumettre à son influence le mouvement croissant de résistance... » De Gaulle expédia en Corse ses agents qui y créèrent « des groupes réactionnaires sous les appellations démagogiques Franc-Tireur, Libération, Forces Françaises Libres. Mais ces groupes n'étaient ni nombreux, ni liés au peuple. En juillet 1943, les gaullistes entrèrent au Front National afin de le

détruire de l'intérieur et d'y affaiblir l'influence des forces démocratiques et d'abord du parti communiste » (p. 69).

Les gaullistes s'opposèrent à l'insurrection en Corse, « ayant peur de ses conséquences ». La défaite des hordes hitlériennes sous Stalingrad et l'offensive de l'armée rouge permirent aux Anglo-Américains de débarquer en Sicile et dans l'Italie du Sud. La capitulation italienne (8 septembre 1943) sonna l'heure du soulèvement en Corse, ordonné par les communistes. En quinze jours, l'île fut libérée, sauf Bastia où la lutte dura jusqu'au 5 octobre.

« La libération de la Corse par les patriotes épouvanta sérieusement de Gaulle et ses protecteurs anglo-américains. Wurmser écrit, dans De Gaulle et ses complices... » (N. I. Godounov cite constamment des sources comme ce Wurmser, ou Thorez, ou des journaux communistes de 1946 à 1952). Bref de Gaulle se serait opposé à l'envoi de renforts en Corse. « La position traîtresse de de Gaulle envers l'insurrection démasquait la politique réactionnaire des gaullistes, politique d'attentisme... Le 13 septembre seulement, sixième jour du soulèvement, les gaullistes débarquèrent 97 hommes et, le jour suivant, encore 400, agents spécialement sélectionnés et ayant pour tâche de faire échouer l'insurrection » (p. 70).

De Gaulle nomma « préfet de police » le réactionnaire « fieffé » Luizet, qui se livra à toutes sortes de manœuvres répréhensibles contre les communistes. Puis « les gaullistes eurent recours à des provocations ouvertes », notamment en établissant des domaines de collaborateurs pour confirmer les calomnies hitlériennes selon lesquelles « les communistes avaient pris le pouvoir en Corse » (p. 71). Mais pendant ce temps les victoires de l'armée rouge exerçaient leur influence sur la résistance, « ce qui assura la libération de la Corse, puis de toute la France » (p. 72).

Le succès en Corse justifia l'action des communistes qui, « malgré la tactique d'attente traîtresse des gaullistes », poursuivaient leur offensive sous la direction du Front National, création du parti communiste. Cela ne faisait pas l'affaire de de Gaulle ni de ses « patrons », comme va le montrer le chapitre quatrième qui suit, reproduit intégralement.

CHAPITRE QUATRIEME

« Les crimes de de Gaulle et de ses patrons anglo-américains
contre le Peuple Français »

(Texte intégral)

« L'irrésistible essor du mouvement de résistance nationale dirigé par le parti communiste français suscita une profonde inquiétude tant dans la grande bourgeoisie française que chez les impérialistes anglo-américains qui craignaient la victoire des forces démocratiques.

« Les monopolistes des Etats-Unis et d'Angleterre avaient leur but, — assurer, après la libération de la France de l'occupation hitlérienne, la domination des sommets réactionnaires de la bourgeoisie française, réprimer le mouvement

démocratique dans le pays, asservir celui-ci en en faisant leur colonie et l'entraîner dans un bloc agressif antisoviétique. C'est pour atteindre ces objectifs que fut mis en avant de Gaulle, homme étroitement lié aux officiers réactionnaires, aux milieux cléricaux et monarchistes, aux fascistes du complot de la Cagoule, aux maintous de la grande banque, aux gros propriétaires fonciers aristocrates, aux services d'espionnage impérialistes des Etats-Unis et d'Angleterre.

« Ce qui caractérise la physionomie politique de de Gaulle, ce sont ses opinions antisoviétiques, sa haine de la démocratie, sa sympathie pour le fascisme. En 1920, comme membre de la mission Weygand, il fut envoyé dans la Pologne des seigneurs pour rassembler les forces réactionnaires dans la résistance à l'offensive de l'armée rouge. A un moment il appartient à l'état-major de Pétain, auquel le liait une longue amitié fondée sur une communauté d'opinions réactionnaires. A la veille de la seconde guerre mondiale, il publia plusieurs livres où il exposait ouvertement ses « idées » antidémocratiques et ses plans d'instauration d'une dictature fasciste en France. En juin 1940, étant adjoint au ministre de la Défense nationale, de Gaulle rédigea, en collaboration avec Churchill et Monnet, le projet de fusion de la France et de l'Angleterre en un seul pays. Le 16 juin de la même année, il remit ce projet, au nom de Churchill, au président du Conseil Paul Reynaud. L'offre fut discutée le même jour. Mais il ne se trouva pas en France un seul homme politique connu pour oser soutenir ouvertement une proposition dont la réalisation aurait signifié la liquidation totale de l'indépendance politique de la France.

« Après la défaite de la France, de Gaulle, avec l'aide des Anglais, s'enfuit à Londres. Le gouvernement anglais, resté pratiquement sans armée après le désastre de Dunkerque, se servit de lui pour compléter ses formations aux dépens des forces françaises.

« Le 7 juillet 1940, un accord fut conclu entre Churchill et de Gaulle définissant le caractère de l'activité de celui-ci et ses rapports avec les autorités britanniques. Aux termes de cet accord, de Gaulle pouvait former en Angleterre des forces armées françaises parmi les volontaires de toutes les armes. Le gouvernement anglais s'engageait de son côté à fournir à ces troupes tout le nécessaire. De Gaulle en était nommé le commandant en chef ; il devait agir conformément aux directives du commandement britannique. Il était également autorisé à créer une administration civile dont les autorités anglaises supporteraient les frais. Le gouvernement anglais prenait aussi à sa charge l'entretien des militaires français.

« Cet accord subordonnait entièrement la clique gaulliste aux intérêts des milieux dirigeants d'Angleterre et en faisait un instrument des impérialistes anglais.

« Ainsi, dès sa naissance, le mouvement gaulliste émigré fut une organisation sans attaches avec le peuple français, étroitement liée aux mi-

lieux dirigeants d'Angleterre et des Etats-Unis et entretenue par eux.

« Le parti communiste français démasqua de Gaulle, dès les premiers jours de son activité à Londres, comme un agent des milieux réactionnaires anglais et un traître aux intérêts nationaux de la France (*). En janvier 1941, *l'Humanité* écrivait : « De Gaulle a déclaré à la radio de Londres qu'il veut unir tous les Français qui luttent pour la liberté. Or ce monsieur a appartenu à l'état-major de Gamelin, de Weygand et d'autres généraux jésuites... De Gaulle fait carrière en Angleterre, où il est l'allié bienvenu du gouvernement réactionnaire anglais des lords et des banquiers. »

« Le 23 septembre 1941, les gaullistes, sur l'ordre de leurs patrons anglais, formèrent le Comité national de la « France Libre ». De Gaulle s'en nomma lui-même le président. Faisaient partie du Comité : Dejean (commissaire aux Affaires étrangères), le socialiste de droite A. Philip (commissaire à l'Intérieur et au Travail), Diethelm (commissaire aux Finances), J. Soustelle (Information) et R. Plevin (Colonies).

« De Gaulle et son entourage étaient étroitement liés à la grande banque et à la grosse industrie. Le frère de de Gaulle, Pierre de Gaulle, était administrateur de la banque de l'Union Parisienne ; le général Leclerc de Hautecloque, ami de de Gaulle, avait des liens étroits avec la dynastie des Wendel, magnats de la finance et de l'industrie. Un autre gaulliste, l'amiral Auboyneau, était le frère d'un administrateur de la Banque de l'Afrique occidentale et le neveu du secrétaire général de la Banque d'Indochine. L'homme de confiance de de Gaulle, le colonel Dewavrin (Passy), était apparenté aux propriétaires de la Compagnie industrielle de réassurance et d'autres banques du nord de la France (1).

« Tout cela montre que de Gaulle représentait en Angleterre non les intérêts du peuple français mais ceux de la ploutocratie française — les « deux cents familles ».

« Durant son séjour à Londres et à Alger, de Gaulle, avec l'aide du gouvernement anglais, parvint à réunir 30.000 à 40.000 volontaires français, soldats et officiers, qui prirent part à des opérations militaires tout à fait insignifiantes en Syrie, au Liban et en Libye. De Gaulle lui-même ne participa pas à ces opérations. Non plus qu'aux combats contre les troupes hitlériennes en Tunisie après le débarquement des armées anglo-américaines en Afrique du Nord.

(*) N. d. l. R. — Cet aveu inattendu, et inespéré, du diplomate soviétique aux ordres, ainsi que la citation qu'il donne, confirment bien la politique pro-nazie des communistes adoptée en vertu du pacte Hitler-Staline et suivie par eux jusqu'au 22 juin 1941. Il importe donc de rappeler, plus spécialement, quelques autres appréciations sur la Résistance française énoncées par les communistes : « Le général de Gaulle et autres agents de la finance anglaise voudraient faire battre les Français pour la City. Les Français répondent le mot de Cambronne à ces messieurs » (*l'Humanité*, n° 58, 1^{er} juillet 1940). « De Gaulle veut la victoire de l'impérialisme anglais parce que c'est son intérêt » (*l'Humanité*, 14 février 1941). « Les de Gaulistes, représentants des banquiers de la City, épousent la cause de l'impérialisme anglais » (*En Avant*, mars 1941). « Le mouvement des de Gaulle et de Larminat, foncièrement réactionnaire et antidémocratique, ne vise à rien d'autre lui aussi qu'à priver notre pays de toute liberté en cas d'une victoire anglaise » (M. Thorez et J. Duclos, *l'Humanité*, 18 mars 1941). « Ce général à particule veut non pas la liberté de notre pays, il veut

le triomphe des intérêts impérialistes auxquels il a lié son sort » (*l'Humanité*, 1^{er} mai 1941).

Quarante-huit heures avant l'agression allemande contre l'U.R.S.S., *l'Humanité* disait encore : « De Gaulle et Catroux font tuer des Français pour l'Angleterre » (n° du 20 juin 1941). Mais quarante-huit heures après, les robots communistes se ralliaient bruyamment à celui qu'ils traitaient l'avant-veille de « fuyard jusqu'aboutiste de Londres » (tract communiste : *Aux Etudiants de France*) et de « traîneur de sabre » (tract communiste : *Les fantoches de Vichy*). Ils avaient reçu de nouveaux ordres de Moscou.

Voir à ce sujet l'ouvrage définitif de A. Rossi : *Les communistes français pendant la drôle de guerre*, Paris, éd. des *Iles d'Or*, 1951. Toute la documentation nécessaire s'y trouve, avec reproduction des textes essentiels en *fac-simile*, coupant court à toute contestation.

**

(1) Cf. Jean Cathala, *Ils trahissent la paix*, Moscou, 1950, p. 45.

« Lorsque des groupes clandestins de résistance se formèrent en France, de Gaulle, avec le concours de l'Intelligence Service qui avait conservé ses cadres en France, entreprit d'établir le contact avec les organisations dirigées par des réactionnaires partageant ses vues (Teitgen, de Menthon, Frenay, Claudius Petit, etc.).

« La première conférence des représentants de de Gaulle avec les mandataires de deux petites organisations de résistance, *Libération* et *Combat*, eut lieu à Londres le 13 février 1942. A cette conférence fut élaboré un programme d'action commune des deux organisations. Le principal point formulait : « *Libération* et *Combat* reconnaissent que la France ne peut être libérée de l'occupation allemande qu'avec l'aide des armées anglo-américaines » (2).

« Cette thèse antinationale, inspirée par le manque de foi dans les forces du peuple français et la peur du mouvement démocratique, fut par la suite mise à la base du programme d'action d'une série d'autres organisations de résistance en France liées aux gaullistes.

« La conception mensongère du rôle décisif des troupes anglo-américaines dans la lutte pour la libération de la France des envahisseurs germano-fascistes déterminait la position des « attentistes », partisans de l'attente passive. Attribuant un rôle secondaire aux forces de résistance du peuple français, ils attendaient le signal du commandement anglo-américain pour passer aux actes, qui ne devaient commencer qu'au moment du débarquement des troupes alliées en France.

« Partant de ce principe, les organisations de résistance qui se trouvaient sous l'influence des « attentistes » et que dirigeaient, par l'intermédiaire de de Gaulle, les milieux impérialistes d'Angleterre et des Etats-Unis, non seulement ne luttaient pas contre les occupants et leurs complices en France, mais se montraient même ouvertement hostiles au mouvement national de résistance, dirigé par les communistes. Les « attentistes » appelaient le peuple français à la patience, à la cohabitation pacifique avec les occupants, c'est-à-dire en réalité tentaient de saboter le développement de la lutte pour la libération du pays. Le 23 octobre 1941, parlant au peuple français à la radio de Londres, de Gaulle l'appela à ne pas tuer les occupants hitlériens (3).

« La politique d'attente suivie par les « attentistes » visait à affaiblir la lutte du peuple français contre les hitlériens. Elle reflétait la peur que le peuple inspirait aux réactionnaires gaullistes et aux impérialistes anglo-américains. La lutte active contre les occupants et leurs auxiliaires devait mener à de profondes transformations sociales en France, à la débâcle du fascisme français, à la démocratisation du pays. Or c'était précisément ce que ne voulaient tolérer les gaullistes et leurs patrons anglo-américains.

« Désireux de rallier de larges couches du peuple français, de Gaulle ne ménageait pas les promesses mensongères. Le 24 juin 1942, les journaux clandestins des attentistes *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur* publièrent le « Manifeste des Français Libres ». Dans ce document, d'un ton démagogique, de Gaulle prodiguait aux travailleurs des promesses mensongères, « abolition de la puissance des trusts », « octroi de pleins droits », « renaissance et rénovation du régime républicain ».

(2) *La France libre*, n° 34, 1943.

(3) Cf. *De Gaulle*. Discours aux Français, 18 juin 1940-janvier 1944. Office Français d'Édition, Londres, 1944, p. 107.

« De leur côté, les milieux dirigeants d'Angleterre n'épargnaient aucun effort pour rehausser le prestige de de Gaulle. Tout était mis en œuvre : radio, presse, déclarations de personnalités officielles anglaises qui vantaient assidûment de Gaulle comme « patriote » et « démocrate ». En 1942, un livre fut publié en Angleterre sur l'ordre du gouvernement britannique, *Le Général de Gaulle, chef de la France combattante*. « Le but de la publication de ce livre, écrivait G. Wells, est de faire de la publicité à de Gaulle parmi les Français ».

« En se livrant à ce battage publicitaire en faveur de de Gaulle l'impérialisme anglais comptait se servir de ce dernier pour combattre le mouvement de libération nationale et restaurer en France le régime réactionnaire qui poursuivait la politique antinationale et antisoviétique menée avant la guerre par les milieux dirigeants français.

« Dans l'activité criminelle des gaullistes dirigée contre le mouvement de libération nationale, les impérialistes anglo-américains attribuaient un rôle actif à leurs services de renseignements, surtout au « Bureau Central de Renseignements et d'Action » (B.C.R.A.), noyau de l'appareil gaulliste. A la tête de cet organe de renseignements se trouvait le colonel Dewavrin qui opérait sous le nom d'emprunt de Passy.

« Après la défaite de la France, les ennemis du régime républicain, les cagouards, s'étaient scindés en deux groupes. L'un, ayant à sa tête le chef de la cagoule, Deloncle, demeura en France et forma l'entourage de Pétain ; bientôt ce groupe établit avec les milieux réactionnaires américains une liaison qui fut assurée au cours de toute la guerre par les vichystes Loustaunau-Lacau et Madeleine Méric (4).

L'autre groupe, avec à sa tête le secrétaire particulier de Deloncle, Dewavrin (Passy), était venu à Londres rejoindre de Gaulle. Le procès des cagouards qui eut lieu en octobre-novembre 1948, devait établir que ce groupe continua d'entretenir un lien étroit avec ses camarades restés en France. A Londres, Passy devint bientôt le bras droit de de Gaulle. Ce n'était pas un hasard. De Gaulle avait en effet besoin des cagouards. Ils avaient une grande expérience de la lutte contre les forces démocratiques, de la provocation, de l'assassinat, de la fabrication de faux. Les cagouards voyaient en de Gaulle le futur dictateur fasciste. De Gaulle était un des leurs : longtemps avant la défaite de la France il était déjà en relations étroites avec le chef de la Cagoule dans l'armée française, le commandant Loustaunau-Lacau.

« D'innombrables faits démasquent les gaullistes et prouvent qu'ils étaient au service de l'espionnage allemand. Beaucoup de cagouards, comme le constate dans son livre *De Gaulle dictateur*, le publiciste français de Kérillis, avaient été envoyés auprès de de Gaulle en mission secrète par Hitler pour lutter contre le mouvement de résistance français et se livrer à l'espionnage au profit de l'Allemagne. Kérillis rapporte que le groupe de Passy avait été envoyé par les hitlériens à Londres pour « servir l'Allemagne à l'intérieur des forces françaises organisées hors de France » (5). Rien d'étonnant par conséquent si beaucoup de plans militaires anglais et améri-

(4) Cf. *France nouvelle*, 4 octobre 1944.

(5) *De Kérillis*, *De Gaulle dictateur*. Beauchemin, Montréal, 1945, p. 207.

N. d. l. R. — Cette « citation » de l'auteur soviétique est fautive. On ne la trouve pas dans l'édition française.

cains tombèrent aux mains des services de renseignements hitlériens. Ces derniers temps, des documents ont été publiés qui confirment l'activité d'espionnage à laquelle se livrèrent les gaullistes au profit de l'Allemagne fasciste. L'Américain Langer, qui fut pendant la guerre chef du service stratégique au ministère de la Guerre des Etats-Unis, écrit dans son livre *Le jeu américain à Vichy* que les cagouards de l'entourage de de Gaulle transmettaient aux hitlériens des informations militaires secrètes. Témoin, entre autres, l'incident suivant. En août 1942, un citoyen français, Dufour, porta plainte à la Cour suprême anglaise contre de Gaulle et Passy. Il accusait Passy et d'autres cagouards de sévices sur sa personne. Dufour travaillait à la fois pour les services de renseignements gaullistes et anglais. Passy avait cherché à lui extorquer des indications sur le travail de l'Intelligence Service que lui réclamaient les services de renseignements hitlériens. Dufour ayant refusé de les fournir, les cagouards le battirent et le jetèrent en prison. Il dut au hasard d'avoir pu s'évader. La presse s'empara de l'affaire qui indigna l'opinion publique. Un scandale allait éclater. Des articles parurent dans les journaux réclamant l'ouverture d'une enquête. L'affaire prenait mauvaise tournure tant pour les gaullistes qui avaient commis le crime que pour leur protecteur, le gouvernement anglais. On résolut d'étouffer ce scandale en versant à Dufour une grosse somme en échange du retrait de sa plainte. « Selon certains milieux américains, écrit Kérillis, les Anglais obtinrent de M. Dufour qu'il retirât sa plainte au moment où ils décidèrent de changer leur politique à l'égard du général de Gaulle. Ce dernier versa cinquante mille livres sterling (20 millions de francs) à M. Dufour à titre de transaction pour ce retrait » (6).

Un autre membre de la clique gaulliste, G. Palewski, chef de cabinet de de Gaulle à Londres, puis à Alger et plus tard, son principal collaborateur à la direction du parti fasciste R.P.F., était lui aussi étroitement lié à l'Intelligence Service (7) et aux services de renseignements de l'Allemagne hitlérienne.

« A mesure que le mouvement de libération nationale prenait de l'extension en France, l'activité de sabotage des services de renseignements anglais, américains et gaullistes s'intensifiait elle aussi. Les agents de de Gaulle infiltrés dans les groupes de résistance s'employaient à répandre tracts et journaux, imprimés à grands tirage à Londres. Dans ces feuilles malpropres, les gaullistes appelaient le peuple français à abandonner la lutte contre les envahisseurs hitlériens et à adopter une tactique d'attente. Ils faisaient tout leur possible pour empêcher les gens de convictions démocratiques de prendre la direction des organisations de résistance. A cet effet ils exigeaient que ces organisations soumettent leur programme. Et si telle ou telle organisation ne s'exécutait pas, les agents de de Gaulle rompaient tout lien avec elle.

« Pour atteindre leurs objectifs réactionnaires, les gaullistes livraient les résistants aux hitlériens. En 1942, le premier président du Conseil national de la Résistance, Jean Moulin, vint à Londres. A son retour en France, Moulin et d'autres membres du C.N.R. furent arrêtés par les

(6) De Kérillis, op. cit., p. 64.

N. d. l. R. — La citation étant inexacte en russe, elle est ici rétablie d'après le texte français original. En outre la version russe transcrit Dufar le nom de Dufour.

(7) Cf. Jean Cathala, op. cit., p. 47.

agents de la Gestapo, soumis à la torture puis fusillés. Au début de 1947, on découvrit dans les archives de la Gestapo des documents établissant que le traître qui avait livré Moulin et certains autres membres du C.N.R. était un certain Hardy, homme de confiance et le plus proche collaborateur de Frenay, lui-même membre du Comité de Gaulle à Londres et à Alger.

« Outre les tentatives pour couler les organisations de résistance à l'aide de leurs agents gaullistes, les impérialistes anglo-américains créaient en France de nombreux groupes clandestins destinés à lutter contre le mouvement de résistance. Ils constituaient des dépôts secrets d'armes fournies par l'Angleterre et les Etats-Unis afin d'en faire usage, au moment du débarquement des troupes anglo-américaines, contre ceux qui combattaient les asservisseurs de la France.

« Les représentants des « deux cents familles » restés en France prirent une part directe à la création des groupes gaullistes clandestins. Ils finançaient, armaient et dirigeaient la criminelle activité de nombreuses organisations. C'est ainsi que l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.) gaulliste avait à sa tête un très gros financier, Lepercq, qui dirigeait avant la guerre de nombreuses sociétés et banques, entre autres la Banque de l'Union parisienne liée à la maison bancaire américaine Dillon Read et Co. A la tête d'autres groupes clandestins se trouvaient des personnalités catholiques dont Robert Schuman, qui devint après la libération de la France l'un des dirigeants du Mouvement Republicain Populaire.

« Ainsi les groupes gaullistes en France représentaient un ramassis de traîtres, de forces sinistres de la réaction internationale qu'unissait leur haine envers les forces démocratiques du peuple français.

« A mesure que les armées hitlériennes subissaient défaite après défaite sur le front de l'Est, surtout après la débâcle de Stalingrad, la majeure partie de la grande bourgeoisie française commença à perdre confiance dans la victoire de l'Allemagne fasciste. Maintenant les représentants des « deux cents familles » plaçaient tous leurs espoirs en l'Angleterre et surtout dans les Etats-Unis. En même temps la bourgeoisie française était effrayée par le mouvement de libération nationale qui se développait sous l'influence des succès de l'Armée soviétique. La peur qu'inspirait aux gros capitalistes le mouvement populaire de résistance était encore renforcée par le fait que les « deux cents familles » sentaient la responsabilité qu'elles portaient dans la défaite de la France et la politique de trahison qu'elles menaient aussi bien avant qu'après la défaite. Redoutant cette responsabilité, la grande bourgeoisie intensifia sa lutte contre le mouvement clandestin en France, soutenant de plus en plus activement de Gaulle.

« Dès 1943 les dirigeants des trusts de Wendel et les membres du Comité des Forges, s'appuyant sur de Gaulle, avaient commencé à préparer la destruction des organisations démocratiques en France à l'aide des armes que fournissait aux gaullistes l'aviation anglo-américaine.

« Yves Farge, dirigeant d'un des groupes clandestins de résistance, qui devint après la libération président du Conseil national français de la Paix et membre du bureau du Conseil Mondial de la Paix, démasqua en 1945, dans les colonnes de la presse démocratique, les milieux dirigeants anglo-américains. Il raconta avoir reçu au début de 1944 la visite de représentants du Comité des Forges et de la famille de Wendel qui lui offrirent d'approvisionner en armes anglo-américai-

nes l'organisation de résistance qu'il dirigeait. Cela à condition que ces armes servissent non contre les occupants mais contre les organisations ouvrières françaises. Les représentants des dits monopoles offraient à Yves Farge leur aide pour constituer en zone occupée des dépôts d'armes et de munitions (8).

« Les régions de la France où l'activité des partisans était la plus intense inquiétaient particulièrement le camp de la réaction française. Parmi ces régions se distinguait surtout la Haute-Savoie.

« A la fin de 1942, les gaullistes avaient créé en Haute-Savoie quelques groupes armés dits « armée secrète ». Peu de temps avant l'occupation du département, la plupart des officiers du 27^{me} bataillon vichyste de chasseurs alpins stationné à Annecy se joignirent à cette « armée secrète ». Au début de 1943, à Parmelan, les gaullistes réunirent la plupart de leurs formations dans un camp unique. La police de Pétain ne les touchait pas. Les autorités de Vichy maintenaient le contact avec les gaullistes, ce qui mettait ces organisations dans des conditions de sécurité absolue. A partir du début de 1943, « l'armée secrète » reçut régulièrement des armes apportées de Londres par avion.

« Les actes criminels de la clique gaulliste provoquaient l'indignation des patriotes dans les rangs de « l'armée secrète ». Ils commencèrent à passer les armes à la main dans les formations de Francs-Tireurs et Partisans. En été 1943, les effectifs de « l'armée secrète » stationnés dans les camps de Planay, près de Saint-Jeoire, à Lepraz, près de Cluzes, dans la région de Bluffy, passèrent au grand complet aux F.T.P.

« En automne 1943, les colonnes d'une expédition punitive allemande furent dirigées en Haute-Savoie pour réprimer le mouvement de résistance. Les F.T.P. firent sauter ponts et tunnels, grâce à quoi l'avance des détachements hitlériens fut retardée de plusieurs jours. A partir de ce moment, les attaques contre les hitlériens et leurs auxiliaires vichystes eurent lieu partout et sans interruption.

« Le commandement des occupants et le gouvernement de Vichy, alarmés de l'ampleur prise par le mouvement des partisans, entreprit, en décembre 1943, une nouvelle série d'expéditions punitives. A cet effet plusieurs bataillons de chasseurs bavarois, des unités de S.S., plus de 10.000 policiers de Pétain furent envoyés en Haute-Savoie. Néanmoins ils ne réussirent pas à encercler et anéantir les F.T.P. Ceux-ci évitaient adroitement l'ennemi auquel ils infligèrent de lourdes pertes.

« Le 8 janvier 1944, les F.T.P. exécutèrent une brillante opération à Bonneville. Ils pénétrèrent dans la ville par petits groupes et s'en emparèrent sous le couvert de la nuit. Les policiers qui se trouvaient dans un restaurant furent faits prisonniers. Trois jours plus tard, la même opération fut exécutée par les F.T.P. à La Roche. A la suite de ces heureuses actions, des listes secrètes de la police vichysoise avec les noms des traîtres tombèrent entre les mains des patriotes.

« La nouvelle de la débâcle infligée à l'ennemi à Bonneville se répandit dans tout le pays. Occupants et traîtres furent saisis de panique. Pour en finir avec le mouvement des partisans en Haute-Savoie, le commandement allemand y concentra, au début de février 1944, d'importantes forces armées : 16.000 chasseurs bavarois, plusieurs bataillons de S.S., 26 bataillons de police vichysoise. La Haute-Savoie fut submergée de trou-

pes de répression et complètement isolée des autres départements. Partout montagnes et vallées étaient passées au peigne fin ; des perquisitions avaient lieu tous les jours chez les habitants. La situation était devenue très difficile pour les organisations clandestines de résistance.

« En ces durs moments, les impérialistes anglo-américains et de Gaulle, au lieu de venir en aide aux patriotes qui se battaient courageusement contre les envahisseurs étrangers, mirent sur pied un plan d'anéantissement des vaillants fils du peuple français. Ce plan consistait à attirer les F.T.P. dans un guet-apens sur le plateau de Glières, à 1.500 mètres d'altitude et entouré de parois rocheuses à pic, afin de faciliter aux hitlériens l'extermination des patriotes.

« Les dirigeants F.T.P. auxquels le commandement de « l'armée secrète » proposa de gagner en commun le plateau de Glières attirèrent l'attention sur les désastreuses conséquences qu'aurait cette proposition. « La principale condition du succès, écrivaient-ils, consiste à garder l'initiative des opérations militaires, mais dans les conditions indiquées cette initiative échappera inévitablement aux combattants de la résistance car ils se trouveront encerclés ».

« Néanmoins de Gaulle continuait à insister pour l'exécution de ce plan criminel. A partir du 6 février, la clique gaulliste lança à la radio de Londres des appels quotidiens aux patriotes, les pressant de gagner le camp du plateau de Glières. Obéissant à cet appel, des centaines de membres des groupes gaullistes se mirent en route des régions avoisinantes vers Glières, sans se douter qu'un piège leur était tendu. Bientôt près de cinquante personnes vouées à une mort certaine s'y trouvaient réunies.

« Au milieu de février, le plateau de Glières fut entièrement encerclé par les troupes hitlériennes et les unités vichysoises. Les défenseurs assiégés ne disposaient plus que d'un bout de terrain de quelques kilomètres carrés.

« Les dirigeants F.T.P. s'employaient à renforcer la lutte contre les troupes de répression en Haute-Savoie. Dans un ordre spécial publié au début de février 1944, l'état-major des F.T.P. de la zone sud insistait sur la nécessité d'étendre d'urgence les opérations militaires à l'ensemble du territoire de la Haute-Savoie afin d'empêcher l'ennemi de concentrer ses forces autour de Glières. « De cette façon, disait l'ordre, nous pourrions apporter une aide considérable à nos camarades encerclés. »

« Conformément à cet ordre, les F.T.P. attaquaient sans répit les convois militaires de l'ennemi, faisaient sauter les ponts, détruisaient la force vive de l'occupant. Mais ils ne parvinrent néanmoins pas à empêcher l'exécution du plan de trahison mis en œuvre selon les prescriptions de de Gaulle et des impérialistes anglo-américains, car la majorité des combattants de « l'armée secrète » continuaient de croire aux assurances mensongères de la clique gaulliste.

« Le 26 mars commença l'assaut du plateau. Les troupes ennemies avançaient, puissamment soutenues par l'artillerie et l'aviation ; faisant irruption sur le plateau, elles se livrèrent à un massacre ; 125 défenseurs de Glières furent tués, 160 faits prisonniers.

« Tel fut le sanglant bilan de cette infâme provocation machinée par les impérialistes anglo-américains et la clique gaulliste afin d'exterminer les patriotes.

« Des provocations semblables eurent également lieu dans certaines autres régions de la France. Ainsi, au printemps de la même année 1944, le service de renseignements gaulliste pres-

(8) *L'Humanité*, 11 avril 1945.

crivit au colonel Gaspard, qui commandait un groupe de partisans fort de plusieurs milliers d'hommes dans la région montagneuse du mont Mouchet (Cantal), de faire passer dans la plaine toutes les forces dont il disposait, sous prétexte que des armes antichars allaient y être parachutées aux partisans. Aucun parachutage d'armes ne fut fait ; mais une formation de chars allemands attaqua les partisans réunis. Le véritable but de cette provocation ne fut connu qu'après la guerre : le détachement du colonel Gaspard avait été livré par les gaullistes à l'extermination des occupants.

« L'anéantissement systématique des membres du mouvement de résistance eut également lieu en Dordogne, dans le Vercors et en d'autres points du territoire. « Sur tous ces points, témoignent les participants du mouvement de résistance, les personnes qui n'avaient pas accepté l'occupation et les partisans furent groupés sur ordre venu de l'étranger, sous prétexte de créer une organisation militaire parfaite... Chaque fois cela se terminait par le massacre des patriotes. »

« C'est ainsi que les impérialistes anglo-américains et leur mercenaire de Gaulle exterminaient les meilleurs Français qui se battaient les armes à la main pour la liberté et l'indépendance de leur patrie.

*

« Non moins criminelle fut la politique des milieux dirigeants des Etats-Unis et d'Angleterre ainsi que de leurs agents — les gaullistes — en Afrique du Nord.

« Le 8 novembre 1942, les troupes anglo-américaines débarquaient en Afrique du Nord. Cette opération avait été entreprise dans le but évident de retarder l'ouverture, en Europe occidentale, d'un second front, que les gouvernements des Etats-Unis et d'Angleterre s'étaient engagés à créer aux termes d'un accord avec l'Union soviétique. La population d'Afrique du Nord apporta son soutien aux troupes débarquées. Dans nombre de localités, en particulier à Alger et à Oran, les masses laborieuses se battirent contre les troupes du « gouvernement » de Vichy.

« Le débarquement des troupes anglo-américaines et les événements qui suivirent mirent à nu les profondes contradictions existant entre les impérialistes des Etats-Unis et d'Angleterre.

« Les monopolistes américains convoitaient depuis longtemps l'Afrique du Nord, riche en pétrole et en produits du sous-sol, dont ils voulaient faire leur colonie. Les milieux impérialistes de Londres visaient au même but. Ce fut la cause d'une lutte acharnée entre les deux rapaces impérialistes.

« Les impérialistes tant américains qu'anglais tentèrent de réaliser leurs plans de mainmise en se servant de la réaction française : les Anglais avec l'aide des gaullistes, les Américains avec celle des vichystes.

« Dès les premiers jours de la présence des troupes anglo-américaines en Afrique du Nord, il devint évident que leur débarquement représentait un complot contre les patriotes français et non une aide apportée à ceux-ci. « Il s'agissait, écrit Roger Garaudy, membre du parti communiste français, non de la libération de l'Afrique mais de l'application d'un accord conclu avec les vichystes dont une fraction avait accepté de poursuivre la politique de Vichy, mais sous la direction des Etats-Unis » (9).

« Au poste de haut commissaire français en

(9) *Cahiers du communisme*, n° 2, 1951, pp. 216-217.

Afrique du Nord fut nommé le commandant des forces armées du « gouvernement » de Vichy, l'amiral Darlan, arrivé à Alger la veille du débarquement, ce même Darlan qui avait trahi la France en juin 1940 et qui collaborait ouvertement avec les occupants.

« Prenant possession de son poste de haut commissaire, Darlan se mit à favoriser ouvertement l'activité des organisations fascistes françaises. En même temps il gardait les patriotes français dans des camps de concentration.

« Après le débarquement des troupes anglo-américaines, les patriotes emprisonnés, parmi lesquels il y avait des députés communistes, s'adressèrent à maintes reprises aux autorités françaises à Alger exigeant leur libération immédiate. Mais les fascistes laissés en place par Eisenhower refusaient obstinément de satisfaire les justes revendications des détenus. A la fin de décembre 1942, les députés communistes adressèrent une lettre à Eisenhower, mais il ne leur répondit même pas. Les impérialistes anglo-américains comprenaient que dès que les communistes se retrouveraient en liberté ils réclameraient le châtiment des traîtres, la dissolution des organisations fascistes, l'instauration en Algérie d'un gouvernement véritablement démocratique. Or cela allait à l'encontre de la politique de rapine des Anglo-Américains.

« C'est seulement en février 1943, sous la pression de l'opinion publique, que les députés communistes furent enfin relâchés.

« Le 24 décembre 1942, Darlan fut assassiné. Le publiciste bourgeois français H. de Kérillis affirme que les organisateurs de l'assassinat furent les gaullistes car Darlan visait le pouvoir et était un rival de de Gaulle (10).

« A la place de Darlan les impérialistes américains nommèrent le général Giraud avec lequel les milieux dirigeants des Etats-Unis étaient liés dès avant le débarquement de leurs troupes en Afrique du Nord.

« Bientôt Eisenhower mit sur pied l'administration dite d'Afrique du Nord dans laquelle entrèrent des vichystes aussi invétérés que Boisson, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, et Peyrouton, gouverneur général de l'Algérie. Ce dernier fut amené d'Argentine par les Américains. Il avait été en son temps ministre de l'Intérieur du « gouvernement » de Vichy. C'est sur son ordre qu'avaient été arrêtés et assassinés des centaines de patriotes français, créés les premiers camps de concentration, promulguées les premières lois antisémites. Lemaigre-Dubreuil et Rigault, gros capitalistes français étroitement liés aux monopoles américains et allemands, entrèrent également à l'administration d'Afrique du Nord.

« C'est sur ces hommes que misaient les impérialistes américains, comptant réaliser avec leur aide leurs plans de mainmise — faire de l'Algérie, puis de toute la France une colonie des Etats-Unis.

« Les impérialistes anglais, concurrençant les Américains, déployaient tous leurs efforts pour mettre à la tête du gouvernement d'Alger leur protégé de Gaulle. Les milieux dirigeants britanniques affirmaient que de Gaulle représentait l'ensemble des organisations de résistance, en vertu de quoi il devait être le chef du gouverne-

(10) *De Kérillis*, op. cit., p. 215.

N. d. l. R. — La référence est inexacte, quant à la page. Cette question est traitée dans Kérillis, aux pages 172 à 186.

ment français à Alger. Des brochures et des articles vantant le prétendu patriotisme de de Gaulle étaient publiés à grand tirage en Angleterre.

« Le 3 juin 1943, après de longues discussions entre les commandements anglais et américain, le Comité français dit de Libération nationale (C.F.L.N.) fut formé à Alger sous la présidence de de Gaulle et de Giraud. Il était composé tant de représentants de l'administration nord-africaine que de ceux du Comité national français de Londres, qui fut liquidé. Les premiers étaient les hommes des impérialistes des Etats-Unis, les seconds ceux de l'Angleterre.

« Parmi les membres du Comité français de Libération Nationale figuraient aussi des ennemis aussi acharnés de la démocratie et du socialisme que par exemple R. Massigli, ancien ambassadeur de Vichy en Turquie, puis commissaire aux Affaires étrangères.

« R. Pleven et le socialiste de droite A. Philip conservaient leur poste ; le premier restait commissaire aux Colonies, le second à l'Intérieur. H. Diethelm fut nommé commissaire au Commerce et à la Production. Le général Catroux, typique représentant de l'armée réactionnaire, se vit confier le poste de commissaire aux Affaires musulmanes. Le millionnaire R. Mayer, homme de confiance des « deux cents familles », prit celui de commissaire aux Communications et à la Marine marchande. Le commissariat aux Finances fut confié à Couve de Murville, représentant de l'oligarchie financière française.

« Ainsi le Comité français de Libération nationale représentait à Alger les intérêts des grands capitalistes français et des monopoles anglais et américains qui se tenaient derrière eux.

« Dans sa déclaration officielle du 5 juin 1943, le Comité de Libération nationale annonça qu'il « prenait la direction des efforts de guerre français... poursuivrait la lutte contre l'ennemi commun jusqu'à la libération complète des territoires français... s'engageait solennellement à rétablir toutes les libertés démocratiques et le régime républicain et à abolir complètement le régime de l'arbitraire... »

« Cette déclaration démagogique était destinée à tromper l'opinion publique de France. En réalité les impérialistes américano-anglais et leur créature de Gaulle ne songeaient même pas à « diriger les efforts de guerre », à « rétablir les lois républicaines » : leur unique préoccupation était de lutter contre le mouvement clandestin des patriotes français et de préparer la prise du pouvoir au moment de la libération de la France des occupants hitlériens.

« De Gaulle luttait par tous les moyens contre la participation au Comité de Libération nationale de représentants du parti communiste et en même temps le complétait avec zèle par des hommes à lui tels que Frenay, Capitant, de Menthon, Le Troquer. C'est seulement le 4 avril 1944 que, sous la pression de l'opinion publique, il fut obligé d'introduire dans le Comité deux représentants du parti communiste : François Billoux et Fernand Grenier.

« Les conditions auxquelles le P.C. avait accepté de participer au Comité français de Libération nationale se résumaient à cinq points, publiés par *l'Humanité* le 3 décembre 1943. Les communistes exigeaient la création d'une forte armée et l'armement de tous les patriotes, le châtiement des traîtres et l'épuration de l'appareil administratif, la réalisation de réformes démocratiques propres à encourager le peuple dans sa lutte pour la libération, la poursuite d'une politique d'alliance fraternelle entre la population de la métropole et les territoires d'outre-mer, et

qu'un rôle actif fût assuré à la France dans les efforts de guerre de la coalition antihitlérienne.

« Les exigences des communistes reflétaient les aspirations et les espoirs des plus larges couches du peuple français. Elles furent mises à la base de l'activité des communistes français présents à Alger.

« En posant la question de l'élargissement du C.F.L.N. au profit des représentants du parti communiste et des organisations de résistance qui prenaient une part active à la lutte contre l'occupant et ses complices, le P. C. visait un but, celui d'accélérer la libération du pays par l'union de toutes les forces patriotiques.

« C'est la politique même que le P.C. avait suivie en son temps à l'égard du Comité gaulliste de Londres. Dans une lettre de Maurice Thorez en date du 2 octobre 1942, le P.C. fit connaître son adhésion, sous certaines conditions, au mouvement de la « France combattante ». (Le 13 juillet 1942, le nom du mouvement de la « France libre » avait été changé en celui de « France combattante »). Fernand Grenier, plus tard membre du Comité français de Libération nationale, fut nommé représentant du Comité central du P.C.F. au Comité national français de Londres.

« La première rencontre entre les représentants de la « France combattante » et les délégués du Comité central du P.C. français eut lieu le 8 novembre 1942. En paroles, les gaullistes acceptèrent l'exigence des communistes : unir tous les patriotes dans la lutte pour la libération nationale, démasquer les traîtres, permettre au peuple français d'exprimer son opinion lors de la décision de son sort après la libération du pays. L'accord fut également réalisé sur l'organisation de l'insurrection nationale qui serait préparée en étroite collaboration entre le Comité central du Parti communiste et le Comité de la « France combattante » et sous leur direction. Or en fait, de Gaulle ne respecta aucun point de cet accord.

« L'accord entre le Comité central du P.C.F. et le Comité national français reflétait les principes pour lesquels le parti communiste français luttait depuis les premiers jours de l'occupation du pays. Dès ce moment le P.C. avait lancé le mot d'ordre de libération nationale et souligné que la libération nationale était inséparable de l'insurrection nationale. Seul un parti assez fort pour préparer l'insurrection et la diriger pouvait proclamer un tel mot d'ordre.

« Il faut noter que de Gaulle lui-même, pour des considérations démagogiques, fut obligé de reconnaître le rôle décisif du P.C.F. dans la lutte contre les occupants hitlériens et leurs complices français. C'est ainsi que dans sa lettre adressée au Comité central du parti communiste en date du 10 février 1943, il faisait état du rôle important joué par le P.C. dans la résistance. Dans la même lettre, il reconnaissait que la création par les communistes de groupes de F.T.P. était une « éclatante manifestation de l'unité de la France », une preuve du désir du P.C. « d'aider à la libération et au relèvement du pays ». « Je sais, écrivait en conclusion de Gaulle, que la « France combattante » peut compter sur le parti communiste de France » (11).

« Conscient de la conjoncture qui s'était créée à la fin de 1942 et qui exigeait l'union immédiate de tous les Français dans la lutte pour la libération de la France, le P.C. décida de se joindre au Comité national français. A cet effet Grenier, représentant le parti communiste, arriva à Lon-

(11) *Le Parti communiste français dans la bataille pour la libération de la France*, 1944, p. 22.

dres en janvier 1943. « Il était indispensable, écrit Grenier, de coordonner d'urgence les actions des Français tant en France même qu'à Londres et à Alger » (12).

« A son arrivée à Londres, Grenier se heurta aussitôt à des difficultés créées artificiellement par le gouvernement anglais. Les autorités anglaises et la clique gaulliste lui refusèrent longtemps le droit de parler à la radio. Ils avaient peur des paroles véridiques du communiste, redoutant qu'il ne démasquât leurs plans et actes criminels et antinationaux. C'est seulement sur ses instances réitérées que cette autorisation fut enfin accordée à Grenier. Cependant la durée de ses allocutions était limitée à un quart d'heure alors que les gaullistes pouvaient parler trente et quarante-cinq minutes.

« De Gaulle et sa clique, bien installés à Londres, faisaient tout leur possible pour cacher à l'opinion tant d'Alger que d'Angleterre l'existence en France des groupes de F.T.P. créés par le P.C. Grenier rapporte que lorsque, en 1943, il voulut publier le bilan de l'activité des F.T.P. dans le journal gaulliste *La Bataille* paraissant à Londres, son rédacteur en chef Quillici lui opposa un refus. C'est seulement sur ses instances que le journal finit par publier ces résultats, mais en dernière page et en substituant aux mots « Francs-Tireurs et Partisans » le mot « patriotes ». Dans la suite Quillici refusa catégoriquement de publier les communiqués sur l'activité des F.T.P., fût-ce sous un autre nom.

« Les impérialistes américano-anglais et de Gaulle faisaient de leur mieux pour empêcher l'approvisionnement des patriotes français en armes et pour affaiblir leur lutte libératrice.

« Le manque d'armes rendait très difficile la lutte des patriotes français contre les occupants et leurs complices. Le commandement F.T.P. avait demandé à maintes reprises à de Gaulle de lui fournir les armements nécessaires. Le 23 novembre 1942, le Comité national des F.T.P. adressa à de Gaulle une lettre, le priant de fournir des armes aux patriotes. « Nous vous prions de nous envoyer les armes indispensables pour renforcer la lutte contre les occupants allemands », disait ce document.

« Néanmoins de Gaulle, sous divers prétextes, ne donnait pas d'armes aux F.T.P. La clique gaulliste, retranchée à Londres, voulait faire échec à la lutte armée du peuple contre les occupants. Elle craignait que les forces démocratiques ne retournent plus tard les armes contre la réaction française. Grenier raconte qu'en janvier 1943 il réclama à Passy, chef des services de renseignements gaullistes, des armes pour les F.T.P. Mais celui-ci se borna à des promesses. Alors Grenier soumit la question à de Gaulle, disant que Passy ne voulait pas donner d'armes aux patriotes. « Mais de Gaulle, écrit Grenier, défendit par tous les moyens Passy » (13).

« Le 6 août 1943, le commandement F.T.P. adressa à de Gaulle une nouvelle demande d'armes. « L'absence de quantités suffisantes d'armes, y disait-on, nous oblige de restreindre les opérations contre les Allemands ».

« Les communistes Billoux et Grenier, membres du Comité français de Libération nationale, faisaient tout le possible pour procurer des armes aux patriotes qui se battaient contre l'ennemi. Deux mois avant le débarquement des troupes anglo-américaines en France, Grenier, étant commissaire à l'Aviation, proposa de créer les forces françaises de l'Air qui assureraient l'approvision-

nement des patriotes en armes. De Gaulle fit semblant d'accepter la proposition de Grenier, mais rien pour la mettre en application.

« Pareille politique des impérialistes américano-anglais et des gaullistes provoquait l'indignation de tous les honnêtes gens en France. « Nous voyons que les F.T.P. ne reçoivent pas d'armes, tandis qu'on en fournit aux organisations qui ne font rien. C'est un fait scandaleux, et il faut y mettre fin, écrivait *l'Humanité* le 15 novembre 1943. Il est également indispensable d'en finir avec les dictateurs de la radio qui ont peur de parler des « Francs-Tireurs et Partisans » et se bornent à des discours sur le peuple français auquel ils conseillent l'inaction ».

« Au début de 1944, le P.C.F. organisa sur le territoire de l'Afrique du Nord une collecte au profit des organisations de résistance en France. Le Comité central du P.C.F. avait lancé le mot d'ordre : « Tout pour aider la France ! A bas les bavardages ! Pour des actes immédiats ! » En peu de temps, les communistes réussirent à recueillir près de 1,5 milliard de francs (14). Cet argent fut remis au Comité d'Alger pour l'achat d'armes. Mais la clique gaulliste n'envoya pas aux F.T.P. les armes achetées avec l'argent collecté par les patriotes.

« Au début de 1944, les membres communistes de l'Assemblée consultative d'Alger exigèrent de de Gaulle que toutes les ressources matérielles et humaines fussent mobilisées pour la libération du pays. « Les forces de tous les Français et de la population d'Afrique du Nord, déclaraient les communistes, doivent être subordonnées à un seul but — aider la France dans sa lutte jusqu'à la libération complète » (15).

« Les communistes proposaient d'assujettir au service militaire toute la population algérienne à partir de l'âge de dix-huit ans et d'en commencer l'entraînement. Cette proposition fut accueillie avec enthousiasme par la plupart des habitants d'Algérie. Mais cette fois non plus de Gaulle n'accepta pas la proposition du parti communiste.

« Au lieu de créer des forces armées nationales, la clique gaulliste, sur l'ordre de ses patrons anglo-américains, préparait une division composée d'éléments réactionnaires et destinée à en finir avec les patriotes et à s'emparer du pouvoir au moment du débarquement en France. A la tête de cette division de Gaulle plaça un réactionnaire acharné, le général Leclerc.

« Le régime fasciste créé par Pétain en Algérie n'avait à proprement parler subi aucun changement. De Gaulle ne touchait pas aux collaborateurs incrustés dans l'administration, l'armée, la police. Des traités au peuple français tels que Flandin, Peyrouton, Boisson demeurèrent longtemps en liberté.

« En même temps les gaullistes s'employaient avec zèle à élaborer des plans d'administration de la France pour après sa libération des occupants germano-fascistes.

« Le 21 avril 1944, le Comité français de Libération nationale, en dépit des protestations de ses membres communistes, Billoux et Grenier, laissa en vigueur de nombreuses lois fascistes adoptées par le « gouvernement » de Vichy. Il convient de faire remarquer qu'après la libération de la France les milieux dirigeants se servirent largement des lois de Vichy contre les partisans de la paix et de la démocratie ainsi que pour subordonner le pays aux impérialistes américano-anglais.

(12) *Les Lettres françaises*, 3 septembre 1947.

(13) *Les Lettres françaises*, 13 septembre 1947.

(14) Cf. *France d'abord*, 25 février 1949.

(15) *Liberté*, 29 juillet 1944.

« Les interventions des communistes à l'Assemblée consultative furent d'une grande importance pour démasquer l'activité antinationale de de Gaulle et de son entourage.

« L'Assemblée consultative avait été fondée à Alger le 17 septembre 1943. La composition en était la suivante : 148 représentants de toutes les organisations de résistance en France, 28 représentants de la Corse et des groupes gaullistes de l'émigration, 60 représentants de la Chambre des députés dissoute par Pétain le 10 juillet 1940 et 12 des territoires d'outre-mer.

« L'Assemblée n'avait pas de pouvoir législatif, elle n'était qu'un organe consultatif. Néanmoins elle eut un grand poids dans la vie politique grâce au prestige des communistes qui en faisaient partie.

« Dans leurs interventions à l'Assemblée consultative, les communistes exigeaient de de Gaulle et de son entourage l'armement immédiat des patriotes, l'épuration de l'appareil administratif d'Alger, la préparation active de la libération de la France, le châtiement des traîtres.

« Sur motion des communistes, l'Assemblée adopta le 6 janvier 1944 une résolution constatant que le Comité français de Libération nationale présidé par de Gaulle n'épurait guère l'administration et ne châtiât pas les criminels de guerre.

« Les communistes proposèrent à l'Assemblée consultative de réaliser une série de réformes démocratiques. Ils réclamaient l'introduction du suffrage universel et du vote secret. Ils insistaient pour la réalisation du programme du Conseil national de la Résistance, avant tout la nationalisation des trusts. « Nous n'avions pas de chars, disaient-ils, parce que les trusts métallurgiques sabotaient la fonte de l'acier. Il n'y avait pas de charbon en quantité suffisante. Les ouvriers ne travaillaient pas toute la semaine. Les banques et les trusts collaboraient avec Hitler » (16).

(16) *Liberté*, 1^{er} mai 1944.

« Tout en se ralliant hypocritement aux résolutions de l'Assemblée consultative, de Gaulle en sabotait délibérément l'exécution.

« A maintes reprises mais sans résultat, les responsables du Front national s'adressèrent à de Gaulle lui demandant de les aider à passer de France à Alger pour prendre part aux travaux de l'Assemblée consultative. En mai 1944, ils publièrent dans le journal *Liberté* une lettre ouverte à de Gaulle, l'accusant de ne pas donner satisfaction à leur légitime exigence. Dans cette lettre, les dirigeants du Front national soulignaient que par leur participation aux travaux de l'Assemblée consultative ils « pourraient se rendre fort utiles car ils avaient une grande expérience de la lutte contre les occupants ».

« Empêchant les véritables patriotes du Front national de venir à Alger, de Gaulle organisait en même temps le passage de France en Afrique du Nord des chefs de l'organisation réactionnaire « Mouvement Uni de Résistance ».

« La presse bourgeoise française à Londres et à Alger faisait le silence sur l'action des patriotes français. Elle ne publia pas le programme du Conseil national de la Résistance, n'annonça même pas l'insurrection des patriotes en Corse. A mesure qu'approchait le jour de la libération, elle cessa de parler de la lutte contre les occupants, des traîtres au peuple français, des justes revendications du peuple, car toute l'attention de la réaction était absorbée par la lutte contre le mouvement clandestin des patriotes qui prenait toujours plus d'ampleur.

« Tous ces faits montrent clairement que les milieux dirigeants des Etats-Unis et d'Angleterre ainsi que leurs valets gaullistes menaient une politique visant à saboter la lutte du peuple français dirigée par le parti communiste » (*).

(*) *N.d.L.R.* — Seules les références au livre de Kérrillis ont pu être vérifiées. Il va de soi que le résultat rend suspectes toutes les autres, bien que les sources communistes soient dignes d'un tel auteur et d'un tel ouvrage.

CHAPITRE CINQUIEME

Le Parti communiste français, organisateur et dirigeant de l'insurrection armée nationale

Après le chapitre IV entièrement consacré au gaullisme, et entièrement reproduit ci-dessus, le chapitre suivant fait l'apologie du parti communiste.

« Dès les premiers jours de l'occupation », poursuit N. Godounov, les communistes ont préparé l'insurrection (pas un mot sur leurs démar-

Nous rappelons aux membres de notre Association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

ches pour faire reparaitre l'*Humanité*, sur leurs insultes à la résistance, sur leurs appels à la paix immédiate avec Hitler). Même véracité dans ce qui suit.

En 1943, les communistes font convoquer un conseil des organisations militaires de résistance avec les représentants de « l'armée secrète » gaulliste créée en 1942. Les Francs-Tireurs et Partisans proposent de former les Forces Françaises de l'Intérieur : « *Les gaullistes sabotèrent longtemps ce projet* », qui fut adopté en 1944, et un Comité d'Action Militaire (Comac) prit le commandement des F.F.I. (p. 99) où entra aussi la soi-disant « armée de résistance » recrutée par l'espionnage anglo-américain en 1943 dans « l'armée de l'armistice » vichyste. « *Cette organisation réactionnaire était dirigée par un agent des impérialistes anglo-américains, le général Revers* » (p. 100).

Les dits impérialistes cherchaient ainsi à paralyser de l'intérieur les F.F.I. et à les désorganiser avec l'aide des gaullistes. Une preuve en est que de Gaulle, « *hypocritement d'accord pour constituer les F.F.I., s'efforça par tous les moyens de s'emparer de la direction* » (p. 100). Mais les communistes étaient là.

Ils créèrent le 27 mai 1943 le Comité National de la Résistance (noter l'ordre chronologique) où participaient toutes les organisations qui résistaient, la principale étant le Front national, présidé par Joliot-Curie (*). Mais en outre il y eut le Mouvement Uni de Résistance dirigé par une majorité de réactionnaires. « Cette organisation gaulliste aux ordres de Londres et dont la politique était attentiste comprenait des groupes réactionnaires comme Combat, Libération, Franc-Tireur et autres groupes secrets créés par de Gaulle pour s'emparer du pouvoir »... (p. 101).

« En septembre 1943, par suite des démarches du Vatican, le catholique G. Bidault, un des fondateurs de Combat, devint président du C.N.R. Dès ses premiers pas, Bidault, pour servir la réaction intérieure et internationale, mit en œuvre une politique de désorganisation de la lutte libératrice »... (p. 102).

Et ainsi de suite. Tandis que les communistes multiplient leurs exploits héroïques et leurs faits d'armes, les impérialistes font exprès de retarder

le deuxième front, ce qui témoigne de leur politique de trahison. « En témoignage aussi les tentatives des cercles dirigeants d'Angleterre et des U.S.A. de conclure un marché avec l'Allemagne fasciste derrière le dos de l'U.R.S.S. Les représentants des cercles dirigeants américains et anglais menèrent secrètement, en 1941, 1942 et 1943, avec l'Allemagne hitlérienne, des pourparlers de paix séparée » (p. 107).

Cette affirmation est diversement renouvelée et longuement argumentée « à la manière de... » Ensuite vient le tour de Tito : « Une mission spéciale des U.S.A. et d'Angleterre auprès du Q. G. de Tito faisait tous ses efforts pour, avec l'aide de la bande d'espions titistes, occuper les Balkans et former sur le Danube une place d'armes anti-soviétique »... (p. 109). Suivent les développements d'usage mais... périmés depuis le mois dernier, l'espion-bandit-traître Tito étant redevenu pour la Pravda le « maréchal Joseph Broz-Tito »

« Le peuple français éprouva les lourdes conséquences de la politique antisoviétique des cer-

(*) N.d.l.R. — M. Frédéric Joliot, qui avant la guerre n'avait pas tout à fait adopté le nom ni les opinions politiques de sa femme, et tenait au contraire à bien marquer son *quant à soi*, avait signé ainsi le Manifeste des Intellectuels exprimant, lors du pacte Hitler-Staline, « leur stupéfaction devant la volte-face qui a rapproché les dirigeants de l'U.R.S.S. des dirigeants nazis à l'heure même où ceux-ci menacent, en même temps que la Pologne, l'indépendance de tous les pays libres ». Sa signature contraste avec celle d'Irène Joliot-Curie, au bas du même Manifeste. Mais en tant qu'Ami de l'U.R.S.S., il avait signé Joliot-Curie la lettre et le télégramme envoyés en 1938 à Moscou en faveur d'Alexander Weissberg et de Friedrich Houtermans, arbitrairement arrêtés en U.R.S.S. (cf. *L'Accusé*, par A. Weissberg, Paris, Fasquelle, 1953). Après l'occupation de Paris par les Allemands, il devint ce que les communistes plus particulièrement appellent un « collaborateur », et, en pareil cas, pas seulement les communistes car c'est l'expression même dont M. Lecomte du Noüy se servait en parlant de M. Joliot, quand il réussit à quitter la France.

M. Samuel A. Goudsmit, qui fut circonvenu par M. Joliot quand il vint à Paris en août 1944, écrit cependant dans son livre sur *L'Allemagne et le Secret atomique (La Mission Alsos)* : « Des collègues français, qui s'étaient échappés peu après juin 1940, nous avaient parlé de l'intérêt que portaient les Allemands au célèbre laboratoire de physique nucléaire dirigé par un des premiers physiciens français, Frédéric Joliot-Curie. Nous avons su, de la sorte, qu'un général allemand était venu à Paris dans l'intention de transporter tout le matériel de laboratoire important en Allemagne. Par la suite on décida de laisser ce matériel sur place et d'envoyer des savants allemands travailler au laboratoire de Paris ».

Plus loin, M. Goudsmit dit que Joliot « confirma les renseignements que nous avons obtenus précédemment sur la visite que deux hauts fonctionnaires allemands, le professeur Erich Schumann et le Dr Diebner, lui avaient faite aussitôt après l'occupation. Ils voulaient transférer le cyclotron et les autres instruments scientifiques dans les laboratoires allemands. Mais au lieu d'exécuter ce projet, les Allemands envoyèrent des physiciens travailler au laboratoire de Paris ».

Autrement dit, il était plus simple de transférer des physiciens avec lesquels le directeur du laboratoire acceptait de collaborer. Mais M. Goudsmit continue : « Le fait de savoir que les savants travaillaient dans ce laboratoire donna naissance aux rumeurs qui durèrent le temps de l'occupation allemande. Au fond, Joliot-Curie eut très peu affaire aux Allemands qui lui

avaient pris son laboratoire. Bien loin d'être un collaborateur, il était membre de la Résistance secrète française. Par un coup de chance stupéfiant, Gentner, le chef des savants allemands à Paris, le seul avec lequel Joliot-Curie fût sur un certain pied d'amitié, était au courant de l'activité politique du savant français et il le protégea de la Gestapo ».

C'est la version de M. Joliot, *pro domo sua*, que personne n'est obligé de croire et que M. Goudsmit, non averti, a naïvement enregistrée. Or il ne s'agissait pas de rumeurs, mais de faits. M. Lecomte du Noüy ne colportait pas de rumeurs. L'in vraisemblance de la dite version saute aux yeux : en tant qu'Ami de l'U.R.S.S., M. Joliot-Curie ne pouvait déjà pas songer à « résister » tant que l'Allemagne n'avait pas attaqué la Russie et que les communistes traitaient de Gaulle de « fuyard jusqu'aboutiste de Londres » ou de « traîneur de sabre ». Ensuite l'interview donnée par M. Joliot aux *Nouveaux Temps* (15 février 1941), journal pro-nazi dont le directeur a été fusillé après la libération, ne laisse pas de doute sur l'attitude du physicien sous l'occupation. Qui donc, à Paris en 1941, se prêtait à ce genre d'exercice ? (cf. dans *Carrefour* du 18 avril 1950 : *En 1941, Joliot-Curie accordait une interview au journal de Luchaire. La censure nazie approuvait et donnait son visa...*)

Mais un autre fait, qui n'a rien d'une rumeur, tranche la question : le passeport pour l'étranger accordé à Mme Joliot-Curie en octobre 1942 avec l'autorisation allemande, et grâce auquel la titulaire a pu passer une année en Suisse pour raisons de santé. Personne ayant vécu à Paris en 1942 et 1943 ne contestera que cette autorisation ne fût une faveur insigne, octroyée par les Allemands à de très rares privilégiés. Il fallait donner de sérieux gages pour mériter cette preuve de confiance. Au retour de Mme Joliot-Curie, fin 1943, la défaite de l'Axe était une certitude. On comprend qu'en août 1944, M. Goudsmit ait trouvé un M. Joliot, devenu définitivement Joliot-Curie, « résistant » en paroles. Bien d'autres que lui avaient changé d'avis entre les débarquements anglo-américains en Afrique et en Normandie.

Quant aux relations nouées, au temps de l'occupation, par M. Joliot avec des financiers éminents que les communistes n'ont jamais ménagés et qui conduisirent à une fructueuse collaboration pour la fabrication d'appareils de mesure, l'exploitation de terres rares, etc., elles ne sauraient être ignorées des tuteurs politiques du « résistant » malgré lui. Il faut croire que chacun, dans cette tolérance, trouve son compte et cela serait inexplicable sans le passé à se faire pardonner, en échange de services actuellement rendus.

cles anglo-américains dirigeants ». Aux malheurs causés par les fascistes s'ajoutèrent « les destructions barbares des centres industriels (surtout des quartiers ouvriers) par l'aviation anglaise et américaine » (p. 110).

Quand tout fut prêt pour l'insurrection nationale, « quand il devint clair que l'Union soviétique toute seule, sans aide anglo-américaine, était en mesure d'occuper toute l'Allemagne et de libérer la France, le commandement anglo-américain fut obligé d'entreprendre l'invasion de l'Europe occidentale. Le 6 juin 1944, les troupes anglo-américaines débarquèrent en Normandie. Elles ne rencontrèrent pas de sérieuse résistance... » (p. 112).

L'historien progressiste Pierre Montauban indique justement que « si les partisans n'avaient retenu une quantité importante de soldats ennemis, retardé l'envoi de renforts,... les alliés eussent été vraisemblablement rejetés à la mer » (p.

113). Mais alors, *quid* de l'absence de résistance sérieuse, page précédente ? (*)

Les « patriotes » communistes, heureusement, « sans l'aide des troupes anglo-américaines », libèrent 42 villes et des centaines de villages (p. 114). Grâce à eux et aux armées soviétiques du front principal, les anglo-américains purent avancer. Ainsi les Américains piétinaient devant Rennes mais les F.T.P. détruisirent la garnison allemande ce qui permit aux Américains de se remettre en marche (p. 115). Même histoire avec variantes à Avranches, à Caen. Un hommage d'Eisenhower aux Forces Françaises de l'Intérieur est cité (p. 117) en confirmation inattendue de tout ce qui précède, mais ne s'adresse nullement aux F.T.P. et l'auteur communiste ne dit pas que *Crusade in Europe* a été écrit par... le *ghost-writer* Joseph Barnes, agent soviétique connu (Le *Freeman*, de New York, a signalé le fait sans s'attirer le moindre démenti).

CHAPITRE SIXIEME

L'action antipopulaire des impérialistes anglo-américains et des gaullistes

« Le débarquement en Normandie, réalisé alors que l'U.R.S.S. pouvait, sans aide anglo-américaine, par ses propres forces, libérer la France, n'avait rien de commun avec la tâche de délivrer le peuple du joug des occupants... Les cercles

dirigeants des U.S.A. et d'Angleterre s'évertuaient à empêcher l'entrée des troupes soviétiques en France et dans d'autres pays d'Europe occidentale... » (p. 119). Eisenhower mit en garde contre un soulèvement intérieur prématuré, prêcha la

(*) *N. d. l. R.* — Dans ses écrits et discours de guerre, voici comment Staline s'est exprimé au sujet du « deuxième front » et de la participation anglo-américaine.

Le 6 novembre 1941, donc un mois avant Pearl Harbour et alors que les U.S.A. n'étaient pas en guerre, Staline se félicitait de l'attitude de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis : «... Les Allemands se sont cruellement trompés. Malgré les efforts tentés par Hess, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, loin de se joindre à la croisade des envahisseurs fascistes allemands contre l'U.R.S.S., se sont trouvés dans le même camp que l'U.R.S.S. contre l'Allemagne hitlérienne. L'U.R.S.S., loin de se trouver isolée, a acquis de nouveaux alliés : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, ainsi que les pays occupés par les Allemands. »

Dans le même rapport au Soviet de Moscou, il déclarait : « Une des causes des échecs de l'Armée rouge, c'est l'absence d'un deuxième front en Europe contre les troupes fascistes allemandes. En effet, il n'existe point à l'heure actuelle, sur le continent européen, d'armée de Grande-Bretagne ou des Etats-Unis menant la guerre contre les troupes fascistes allemandes ». Et pour cause : l'Amérique n'était pas en guerre et l'Angleterre était hors d'état d'opérer le moindre débarquement. On sait comment Staline s'était soucié, en 1939 et 1940, d'un « deuxième front » : il avait garanti les arrières de Hitler pour permettre à celui-ci de mener ses opérations victorieuses contre les Etats plus faibles, mal préparés, moins belliqueux.

Dans le même rapport, Staline ajoute sur ce point : «C'est un fait que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont formé un camp unique, qui s'assigne pour but d'écraser les impérialistes hitlériens et leurs armées d'invasion. La guerre d'aujourd'hui est une guerre de moteurs. La gagnera qui aura une supériorité écrasante dans la fabrication des moteurs. »

Le 1^{er} mai 1942, Staline dit dans son ordre du jour : « Au milieu de ces pays épris de liberté, la première place revient à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis,

auxquels nous rattachent des liens d'amitié et d'alliance, et qui apportent à notre pays une aide militaire toujours plus grande contre les envahisseurs fascistes allemands ».

Le rapport de Staline au Soviet de Moscou le 6 novembre 1942 revient sur la question du deuxième front : « ... La cause essentielle des succès tactiques des Allemands sur notre front, cette année, est que l'absence d'un deuxième front en Europe leur a permis de jeter sur notre front toutes les réserves disponibles et de s'assurer un avantage numérique considérable dans la direction sud-ouest ». Mais il se garde d'accuser les Alliés, qui ont eu à créer de toutes pièces un corps expéditionnaire sans précédent.

Le 12 novembre 1942, Staline commente en ces termes le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord : « La campagne d'Afrique inflige un nouveau démenti aux sceptiques qui prétendaient que les dirigeants anglo-américains sont incapables d'organiser une sérieuse campagne militaire. Il est évident que seuls des organisateurs de premier ordre ont pu réaliser des opérations militaires sérieuses comme les débarquements effectués avec succès dans l'Afrique du Nord par l'océan, l'occupation rapide des ports et de vastes territoires depuis Casablanca jusqu'à Bougie, ainsi que la magistrale mise en déroute des troupes italo-allemandes dans le désert occidental... On peut affirmer en toute certitude que l'effet sera sensible et que la pression subie par l'Union soviétique en sera diminuée dans un proche avenir... Pour autant que la campagne déclenchée en Afrique marque le passage de l'initiative entre les mains de nos alliés, elle change fondamentalement la situation politique et militaire de l'Europe en faveur de la coalition anglo-soviéto-américaine ».

L'ordre du jour de Staline, le 1^{er} mai 1943, proclame : « ... Les troupes victorieuses de nos alliés ont battu les armées italo-allemandes en Libye et en Tripolitaine ; elles ont expulsé l'ennemi de ces régions et continuent aujourd'hui de le battre en Tunisie ; la glorieuse aviation anglo-américaine porte aux centres

patience, et « des groupes gaullistes armés se mirent à réaliser leurs plans criminels ». Quand les F.T.P. libéraient des villes et des campagnes, « les gaullistes s'appuyant sur les forces anglo-américaines, s'y emparaient du pouvoir. En de nombreux points, de Gaulle laissait en place des fonctionnaires du gouvernement de Vichy. En même temps, de Gaulle faisait tout pour que les occupants exterminent le plus possible de patriotes » (p. 120).

Ainsi dans le Vercors, environ 800 « partisans » périrent par la faute de de Gaulle et leur dernier message fut pour dénoncer « ceux de Londres et d'Alger comme des criminels ». En juin 1944, de Gaulle sans consulter le C.N.R. choisit comme chef des F.F.I. « le général Koenig, réactionnaire enragé, étroitement lié aux cacouards. Il eut pour tâche de saboter la lutte des patriotes » (p. 120).

Un ordre de Koenig, du 14 juin, de proportionner l'action des partisans aux possibilités d'armement n'était qu'un « coup en traître dans le dos du peuple insurgé » (p. 121). Pour dresser la population contre les F.F.I., « les gaullistes eurent recours à la provocation directe ». Ils occupaient pour quelques heures des lieux habités, puis les abandonnaient aux représailles : « L'ennemi tirait parti de ces provocations pour renforcer la terreur et exécuter des otages » (p. 121).

L'espionnage anglais et américain, de son côté, « créait ouvertement des groupes réactionnaires chargés de lutter contre le mouvement de libéra-

tion », assure un certain R. Massiet, cité par notre auteur qui ajoute : « On y enrôlait des criminels et des fascistes ». Ainsi, le nommé Peyré, doriotiste, déserteur et voleur, espion américain, « lié à nombre de gros bonnets des partis socialiste et gaulliste (en particulier à Le Troquer et à J. Moch), c'est-à-dire à ceux avec qui Peyré avait lutté contre le peuple français sous l'occupation » (p. 121).

Pour désorganiser la résistance et l'affaiblir, les impérialistes ne reculèrent devant rien, « accomplirent de barbares bombardements des villes, exterminèrent leurs habitants ». Ils firent exprès de bombarder Marseille où les ouvriers s'étaient mis en grève, détruisirent les quartiers ouvriers, tuèrent cinq mille personnes. « Le général gaulliste de Latre de Tassigny, débarquant avec la 1^{re} armée à l'est de Marseille, donna l'ordre de tirer sur la ville » où les travailleurs s'étaient soulevés contre les occupants. « Mais ce dessin criminel du commandement gaulliste, inspiré par les impérialistes, fut déjoué par les soldats. Le 7^{me} régiment de tirailleurs algériens vint au secours des patriotes marseillais. Ensemble ils anéantirent la garnison hitlérienne comptant 20 mille hommes » (p. 122).

A Lyon, à Orléans, à Nantes, mêmes opérations que « les patriotes français considéraient comme sciemment répressives contre les centres prolétariens » (p. 124). A l'appui de telles assertions, N. Godounov cite des sources comme *France d'abord*, ou les *Cahiers du Communisme*, ou l'*Humanité*, etc.

de l'industrie de guerre d'Allemagne et d'Italie des coups foudroyants, annonciateurs de la formation d'un deuxième front en Europe contre les fascistes italo-allemands ».

Le 8 mai 1943, Staline télégraphie à Churchill et à Roosevelt : « Je vous félicite, ainsi que les vaillantes troupes britanniques et américaines, de la victoire éclatante qui a abouti à délivrer Bizerte et Tunis de la tyrannie hitlérienne. Tous mes vœux pour de nouveaux succès ».

Nouveau rapport au Soviet de Moscou, le 6 novembre 1943. Staline dit : « ... Les coups portés par l'Armée rouge aux troupes fascistes allemandes ont été appuyés par les opérations militaires de nos alliés en Afrique du Nord, dans le bassin de la Méditerranée et dans le sud de l'Italie. En même temps les alliés ont soumis et continuent de soumettre à des bombardements efficaces les grands centres industriels de l'Allemagne, ce qui affaiblit sensiblement la puissance militaire de l'ennemi. Si l'on ajoute à tout cela le fait que les alliés nous approvisionnent régulièrement en divers armements et matières premières, on peut dire sans exagération qu'ils ont ainsi notablement facilité les succès de notre campagne d'été. Certes, les opérations actuelles des armées alliées dans le sud de l'Europe ne peuvent pas encore être considérées comme un deuxième front. Toutefois c'en est déjà un dans son genre ».

Ordre du jour du 7 novembre 1943 : « l'offensive de notre armée a été appuyée par les opérations militaires des troupes alliées en Afrique du Nord, dans les fers italiennes et dans le sud de l'Italie. L'aviation de nos alliés a soumis à des bombardements intenses les centres industriels de l'Allemagne. Il est hors de doute que les coups portés, de l'est, aux troupes allemandes par l'Armée rouge, et appuyés par les coups des forces principales des alliés du côté de l'ouest, aboutiront à foudroyer la puissance militaire de l'Allemagne hitlérienne... »

Le 1^{er} mai 1944, nouvel ordre du jour de Staline : « Nos grands alliés, les Etats-Unis d'Amérique et la

Grande-Bretagne, ont contribué dans une mesure considérable à ces succès ; ils tiennent le front en Italie contre les Allemands et détournent de nous une partie importante des troupes allemandes ; ils nous fournissent des matières premières stratégiques et des armements fort précieux ; ils soumettent à des bombardements systématiques les objectifs militaires en Allemagne et ruinent ainsi sa puissance militaire ».

La *Pravda* du 13 juin 1944 donnait, sur le débarquement en Normandie, cette appréciation de Staline : « ... On peut dire sans hésitation que l'action engagée pour forcer la Manche sur une vaste étendue et le débarquement massif des troupes alliées dans le nord de la France, ont parfaitement réussi. C'est là, sans nul doute, un succès éclatant de nos Alliés. Force est de reconnaître que l'histoire des guerres ne connaît point d'entreprise analogue pour la largeur de la conception, pour les proportions grandioses et la maîtrise de l'exécution... Seules les troupes britanniques et américaines ont pu réaliser avec honneur ce plan d'envergure : forcer la Manche et opérer un débarquement massif de troupes. Cette entreprise s'inscrira dans l'histoire comme une réalisation de haute portée ».

Enfin le 6 novembre 1944, Staline rapportait au Soviet de Moscou : « ... Les troupes alliées ont commencé leur pénétration en France et déclenché de puissantes opérations offensives qui ont obligé l'Allemagne hitlérienne à combattre sur deux fronts. Les troupes et la flotte de nos Alliés ont exécuté sur le littoral de la France une opération de débarquement massif sans précédent dans l'histoire au point de vue de son organisation et son ampleur ; elles ont franchi avec un savoir-faire saisissant les fortifications adverses ».

Toutes ces citations sont extraites du recueil de Staline : *Sur la Grande guerre de l'Union soviétique pour le salut de la patrie*, Moscou, 1946. Elles sont à comparer avec la version rédigée par N. Godounov par ordre du même Staline et de ses successeurs, publiée dans « l'ère Malenkov » que d'aucuns veulent faire passer pour une ère nouvelle d'entente cordiale et de paix désarmée.

Les gaullistes avaient peur surtout de la population ouvrière de la capitale et ils prirent des mesures pour la priver d'armes. De Gaulle nomma un certain R. Pré et le colonel Lizé pour maintenir l'ordre au moyen de groupes réactionnaires et de vichystes (p. 124). Le gaulliste Frenay était en rapports avec le ministre Pucheu. « *Les faits attestent que de Gaulle lui-même maintenait les relations avec Pétain, par l'intermédiaire du Vatican* » (p. 125). Laval a révélé que, d'accord avec Abetz, il avait ramené Herriot à Paris pour convoquer le parlement, mais l'ampleur de l'insurrection populaire « *épouvanta Herriot qui dut renoncer à ce plan* » (p. 126). Herriot était en liaison avec l'espionnage américain depuis novembre 1941. Source : *France-Dimanche*.

Les socialistes prirent contact avec les occupants pour former un gouvernement sous la surveillance hitlérienne. « *Le rôle dirigeant dans ces pourparlers avec les hitlériens était assumé par Ramadier* » (p. 128). La conduite traîtresse des socialistes de droite n'était pas fortuite, ils trahissaient avant la guerre, ils étaient responsables de Munich et de la défaite. Certains se mirent au service de Vichy. Ainsi A. Gazier « *dans une lettre du 1^{er} mai 1941 à Pétain exprima sa reconnaissance à ce vil traître au peuple français pour ses mesures anti-ouvrières... En mai 1941 le même Gazier prit la défense du traître Belin* » (p. 128).

Le socialiste L. Noguères déclara : « Je n'ai jamais caché mon adhésion à Pétain. Le 10 juillet 1940, j'ai signé une résolution exprimant toute

confiance à Pétain ». Le C.N.R. ayant lancé un appel à renforcer la lutte contre l'occupant, le socialiste D. Mayer écrivit : « De telles actions ne seront possibles que quand les alliés seront à quelques kilomètres des lieux de combat » (p. 129).

« Ces bas calculs expliquent la conduite criminelle des leaders socialistes de droite pendant l'été 1944, après le débarquement anglo-américain »... « *Les leaders socialistes de droite soutinrent ouvertement de Gaulle dans sa lutte contre le mouvement populaire de résistance... En 1948, le Populaire publia des lettres de Blum à de Gaulle, écrites en mars 1943 à Bourassol (Allemagne)... (sic) Ces lettres étaient transmises par les socialistes de droite F. Gouin et A. Philip. Blum y sonnait l'alarme à propos de l'influence croissante du parti communiste et préconisait des mesures pour l'enrayer* » (p. 129).

En outre, Blum s'est prononcé dès 1942 pour que de Gaulle prenne le pouvoir. On voit que « *le vieux traître aux travailleurs français* » prenait parti pour un « *régime réactionnaire de dictature gaulliste* » (p. 130). Les trahisons socialistes actuelles ne sont qu'un anneau d'une longue chaîne.

Les impérialistes allèrent jusqu'à un accord avec le commandement hitlérien pour que le pouvoir soit remis pacifiquement à de Gaulle. « *Cependant le peuple de Paris s'insurgea et brisa les plans criminels de de Gaulle et de ses protecteurs anglo-américains* » (p. 130).

CHAPITRE SEPTIEME

L'insurrection nationale à Paris en août 1944

Paris était le centre de la résistance car il s'y trouvait le comité central communiste... « et autres organes dirigeants »... (p. 131). L'auteur raconte les péripéties de la libération de Paris à la façon communiste. Il faut abrégé.

« Les agents de de Gaulle du groupe *Police et Patrie* intervinrent opiniâtement contre la grève des policiers. Ils s'efforcèrent de conserver des forces policières pour écraser l'insurrection populaire naissante » (p. 135). L'ampleur de cette insurrection « suscita une grande alarme parmi les gaullistes ». Le 18 août Chaban-Delmas écrivit à Koenig, demandant « que les autorités anglo-américaines prennent des mesures extraordinaires pour briser l'insurrection à Paris » (p. 138).

Les gaullistes se hâtèrent d'envoyer leurs représentants pour prendre le pouvoir. Parmi eux « le socialiste Parodi » et le préfet Luizet. Le 16 août Parodi avait pris contact avec Nordling, consul de Suède, dont le « journal de droite » *Franc-Tireur* a publié une interview le 17 octobre 1949. Bref il en appert que de Gaulle a ainsi traité avec les hitlériens à des conditions honteuses. « *L'action traîtresse de la clique gaulliste tendait à sauver d'un châtement mérité les ennemis jurés du peuple français. Le prétendu souci de libérer les prisonniers politiques n'était qu'un prétexte plausible pour atteindre les buts criminels des gaullistes qui voulaient sauver la vie des fonctionnaires hitlériens et vichystes et exterminer les militants communistes encore en prison* ». De Gaulle, sous prétexte de maintenir l'ordre, essayait de faire échouer l'insurrection, de dissuader les patriotes de lutter contre les occupants, etc. (p. 139).

« Derrière le dos du peuple combattant, les agents gaullistes en accord avec les criminels de

Vichy et conformément aux instructions de leurs maîtres anglo-américains s'emparèrent du pouvoir »... De Gaulle s'empressa de conclure une trêve avec le commandement hitlérien, par l'intermédiaire de Nordling. Celui-ci traita avec les créatures gaullistes R. Pré et Pizani, « et avec un des leaders du parti catholique Hamon ainsi qu'avec le général Choltitz » (p. 140). De cette façon, les gaullistes « se proposaient d'étouffer l'insurrection commencée à Paris et sauver de la vindicte des patriotes les bourreaux du peuple français » (p. 140).

« Parodi, R. Pré et Chaban-Delmas, calomniant le peuple insurgé, affirmèrent mensongèrement qu'il n'était pas en mesure de lutter longtemps contre les tanks et les avions hitlériens... », à la réunion du C.N.R. du 20 août. « *La prolongation de la lutte, dirent hypocritement ces délégués, aboutirait à une destruction inutile de Paris. Contre ce plan criminel des ennemis du peuple français, les communistes s'élevèrent vigoureusement. Leurs représentants Villon et Tollet protestèrent vivement contre la trêve...* » A cette réunion, « *Bidault se conduisit d'une façon particulièrement ignoble, usant de ses droits de président pour réaliser les noirs desseins de la réaction* » (p. 141).

« Soutenant Parodi et autres agents de de Gaulle, Bidault tâchait de faire échouer l'insurrection, de gagner du temps jusqu'à l'arrivée des troupes anglo-américaines... Hamon l'a reconnu franchement » (p. 142).

« *Les aveux du gaulliste Hamon attestent que la clique antipopulaire gaulliste s'efforçait d'écraser l'insurrection avec le concours des baïonnettes anglo-américaines. Une haine mauvaise en-*

vers les ouvriers de Paris, glorieuse postérité des Communards de 1871, poussait les réactionnaires sur la voie sanglante des bourreaux des travailleurs, la voie de Cavaignac, de Thiers, de Galifet » (p. 142).

Le 20 août, nouvelle réunion du C.N.R. « Bidault intervint encore pour la conclusion d'une trêve. Il fut soutenu par le socialiste de droite D. Mayer (*) et l'ancien membre des Croix de Feu fascistes, Mutter... » (p. 142).

Plus tard, Choltitz, se sentant soutenu par la réaction, publia insolemment ses Mémoires dans le journal de droite *Figaro* (en 1949). « A la suite de Choltitz, la presse de droite prêta complaisamment ses colonnes à d'autres « témoins oculaires ». *L'Aube* donna en octobre 1949 une série d'articles du gaulliste Hamon qui essaya de démontrer qu'il avait « sauvé » Paris de la destruction. *Les falsificateurs bourgeois de l'histoire* font exprès de ne pas parler du réel sauveur de Paris, le peuple français. *Les plunitifs réactionnaires* se taisent aussi sur l'armée soviétique qui avait battu les forces principales de la machine de guerre hitlérienne... » (p. 144).

L'auteur soviétique raconte ensuite comment le peuple « unanime » se souleva, comment la place de la République fut prise d'assaut, com-

ment Paris fut « presque » entièrement libéré sans l'aide anglo-américaine (p. 147). La situation devenait sérieuse pour la réaction gaulliste. Une division blindée commandée par Leclerc et une division américaine arrivèrent le 25 août pour « rétablir l'ordre », pour « consolider la position de Gaulle, l'aider à s'emparer du pouvoir et à écraser le soulèvement populaire » (p. 147).

De Gaulle eut encore besoin de deux divisions américaines pour s'imposer. Il se donnait pour but d'instaurer « un régime de dictature réactionnaire ». Pas plus que ses protecteurs anglo-américains, il ne se souciait de détruire complètement le « fascisme allemand ». « Ils se préoccupaient de sauver le régime hitlérien et les régimes réactionnaires établis dans les pays occupés d'Europe » (p. 148).

« En dissolvant et désarmant les partisans, de Gaulle menait la lutte contre les organisations de résistance ». Dans cette lutte, « les gaullistes recouraient aux provocations, aux mensonges, aux calomnies » (p. 149). « *Le complot criminel de de Gaulle contre le peuple français tendait à asservir la France aux impérialistes américains* » (p. 150). Cependant le peuple français, éclairé par le parti communiste, a discerné les desseins perfides « *des réactionnaires américains et de leurs marionnettes en France* » (**).

(*) N. d. L. R. — M. Daniel Mayer a multiplié en vain ses avances et complaisances pour ne pas réussir à « apaiser » les communistes. Dès 1943, il parlait « *des différents partis politiques et mouvements syndicaux ayant résisté depuis juin 1940 et qui vont de Marin à Thorez* », alors que Thorez avait non pas résisté, mais déserté, et que de juin 1940 à juin 1941, les communistes avaient appuyé par tous leurs moyens la propagande nazie, dénonçant et injuriant avec le maximum de virulence les « ploutocraties anglo-saxonnes », « l'impérialisme français » et le « fuyard jusqu'aboutiste de Gaulle » ainsi que les pionniers de la résistance française. (cf. Mémoires du colonel Passy, t. 3).

Dans le *Populaire* du 30 mai 1945, M. Daniel Mayer évoquait « *une Russie soviétique dont la forme de révolution économique a bénéficié durant la guerre de l'héroïque plébiscite de ses populations...* », alors qu'en fait de plébiscite les soldats et civils soviétiques se rendaient aux Allemands par millions au début de la guerre, leur revirement patriotique ultérieur ayant été provoqué par les cruautés de Hitler (cf. *Le cas Vlassov*, par George Fischer, dans le B.E.I.P.I., n° 89, supplément; et du même auteur : *Soviet Opposition to Stalin*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.)

M. Daniel Mayer disait encore, discours du 13 août 1945 : « ... *Je ne crois pas que le parti communiste reçoive des ordres de Moscou. Je crois que les militants du parti communiste français ne reçoivent pas de subsides de Moscou et je m'élève contre ce qui est en réalité un relent de la propagande hitlérienne... Les ouvriers du monde entier doivent sans distinction de parti, d'organisation ou d'obédience se considérer comme des enfants auprès de leur mère, à l'égard de l'Etat soviétique qui est le seul Etat prolétarien du monde* » (cf. brochure : *Les Conditions de l'Unité*). Ce qui se passe de commentaire.

Encore dans le *Populaire* des 19-20 mai 1946, M. Daniel Mayer estimait « nécessaire de préserver par tous les moyens contre le monde capitaliste, le pays où l'on tente avec tant de difficultés, de sacrifices et d'héroïsme, de construire ce qui pourra *peut-être*, plus tard, devenir le socialisme ». Il ajoutait : « ... Je m'op-

poserais toujours aux paroles souvent chuchotées et qui ont alors vraiment la réaction pour origine, disant que le parti communiste est aux ordres de Moscou ou est l'agent d'une puissance étrangère. Ces propos sont injurieux, calomnieux, et aucun socialiste ne songerait à les faire siens ».

On voit que M. Daniel Mayer n'a jamais lu les publications socialistes russes, qu'il prend pour de la propagande « hitlérienne », et ne fait pas grand cas des partis socialistes qui, ayant eu la majorité absolue à l'Assemblée Constituante élue sous le régime soviétique, ont été physiquement anéantis par les communistes. Ses déclarations répétées à l'appui des initiatives de Moscou dans la guerre froide, récemment encore de Montevideo (journaux du 16 novembre) donnent la mesure de son information et de son esprit politique.

**

(**) N.d.L.R. — Comparer à ce qu'écrivait à l'époque Mme Simone Téry dans *France-Amérique*, n° du 18 juin 1944 :

« Comment, n'est-ce pas, pourrions-nous jamais oublier que le premier sang versé dans la grande bataille pour la libération de la France aura été du sang américain ? Le sang, voilà ce qui compte, ce qui seul compte, et non pas les petits malentendus, les mauvaises humeurs et les fumées passagères. Les liens du sang, voilà ce qui ne se peut briser, jamais. Au terme de près de deux siècles d'une inaltérable amitié avec les Etats-Unis, une fois de plus dans notre Histoire nous voilà aujourd'hui liés de nouveau avec le grand peuple américain, par le sang.

« A travers tout cet inoubliable 6 juin, il me semblait entendre au loin, dans le fracas des explosions et les flammes des incendies, le cri bouleversant des Sammies de l'autre guerre : *La Fayette, nous voici !*

« Quel Français, en France ou hors de France, n'aura pas ce jour-là, avec des larmes de joie et de reconnaissance, entendu éclater dans son cœur ce cri immortel ? »

Conclusion

Dans ses quinze pages de conclusion, N. Godounov réitère jusqu'à satiété ses clichés sur les fascistes et les impérialistes, sur les « cercles dirigeants » et les « milieux réactionnaires », et il répète à n'en plus finir ses injures à l'adresse des gaullistes, des socialistes de droite et autres « traitres ». Prisonnier d'un vocabulaire imposé par le Politburo à travers les organes compétents en matière de presse et d'édition, il ne saurait se permettre d'autres formulations des vues officielles. Tout ce qui précède en donne une vue suffisante pour dispenser de lasser plus avant le lecteur. Du chapitre de *Conclusion*, on ne retiendra donc ici que le strict minimum.

La défaite de 1940, écrit le porte-plume soviétique, est due aux impérialistes français, anglais et américains. Mais ces derniers avaient intérêt à faire de la France leur colonie : il fallait donc la faire évacuer par les Allemands et « mettre en avant leur créature, le fasciste de Gaulle » (p. 151).

« S'appuyant sur les impérialistes des U.S.A. et d'Angleterre, de Gaulle utilisa la défaite de la France pour essayer de réaliser ses plans ambitieux et devenir dictateur. La clique de de Gaulle défendait les intérêts de la bourgeoisie monopoliste qui s'était liée pendant la guerre aux impérialistes américains... La clique gaulliste fit tout pour ne pas permettre au peuple de prendre le pouvoir... et pour livrer la France à un nouveau maître, aux impérialistes américains... La clique de de Gaulle ne recula pas devant la plus noire trahison, jusqu'à livrer les patriotes aux tortures hitlériennes » (p. 152).

« Les cercles dirigeants anglo-américains et la clique de de Gaulle avaient peur du mouvement populaire plus que des hitlériens ». D'où leur hostilité au parti communiste qui, dès la « drôle de guerre », défendait les intérêts nationaux (p. 152). « La bataille de Stalingrad et les glorieuses victoires ultérieures de l'armée soviétique... firent échouer les manigances criminelles de la clique gaulliste, des socialistes de droite et autres partis réactionnaires » (p. 153).

Après la libération, le peuple français manifesta sa confiance envers les communistes qui, aux élections du 21 octobre 1945, reçurent plus de 5.000.000 de voix. « Effrayé par la croissance des forces démocratiques et par l'unité renforcée de la classe ouvrière, de Gaulle eut recours à la manœuvre suivante. En janvier 1946, il donna soudain sa démission » (p. 155). Il espérait ainsi provoquer le chaos, comme l'a dit M. Thorez dans *Fils du Peuple*.

A la suite des élections du 10 novembre 1946, et pour frustrer les communistes à qui revenait la formation du gouvernement, « les socialistes désignèrent Blum pour le poste de premier ministre. Les partis de droite se cramponnèrent avec joie à ce vieux traître à la classe ouvrière...

Au nom des intérêts d'un ramassis de monopolistes, Blum viola l'accord provisoire conclu avec la république du Vietnam, signé le 6 mars 1946... Sur l'ordre du gouvernement « socialiste », les troupes françaises commencèrent le 20 décembre 1946 leur action militaire contre la république du Vietnam » (p. 157).

« La politique antipopulaire, antinationale, du gouvernement Blum suscita un violent mécontentement des larges masses populaires. Ayant accompli la tâche que lui avaient assignée la réaction française et internationale, Blum, l'ignoble traître aux intérêts du peuple français, donna sa démission... » (p. 158).

Ensuite le « socialiste de droite » Ramadier forma, le 22 janvier 1947, un nouveau gouvernement où entrèrent cinq communistes (comprenez qui pourra...) Alors la production se mit à monter et tout alla de mieux en mieux. Mais cela ne faisait pas l'affaire des « magnats de Wall Street » qui voulaient établir leur domination mondiale. « Voilà pourquoi en mai 1947 Ramadier, sur l'ordre de ses patrons d'outre-océan (*), éloigna les communistes du gouvernement » (p. 160).

Depuis, des persécutions sans nombre et sans fin pleuvent sur l'héroïque parti communiste. « Les locaux du parti et des autres organisations démocratiques, avec la complicité évidente et l'appui actif des pouvoirs publics subissent l'agression des bandes fascistes armées de de Gaulle. Pour décapiter le parti communiste et le mouvement démocratique, les impérialistes américains et leurs complices français ont tenté des attentats banditesques contre M. Thorez et J. Duclos. *L'assassin des ouvriers français, protecteur des concussionnaires et des filous, le socialiste de droite J. Moch créa des détachements policiers de type fasciste*. Les effectifs de la police furent augmentés de plusieurs fois. Avec la participation du gouvernement furent constitués des détachements fascistes armés de gaullistes, le Rassemblement du Peuple Français, R.P.F. » (p. 163).

« Un nouveau pas dans la voix de la fascisation du pays fut accompli avec la nouvelle loi électorale d'avril 1951. Cette loi, faite sur l'ordre des monopolistes américains par le gaulliste Giacobbi et le socialiste de droite Guy Mollet, supprima le principe de la représentation proportionnelle, etc » (p. 164).

Bref, pour conclure la conclusion, voici le paragraphe final : « Dans sa lutte virile et d'abnégation, le peuple français s'appuie sur les forces croissantes du camp de la paix, de la démocratie et du socialisme, dirigé par l'Union soviétique » (p. 168).

(*) N. d. l. R. — Le *Daily Worker*, journal communiste de New-York, publiait le 15 février 1947 une interview accordée à l'*United Press* par M. Ramadier, sous le titre : « Le premier ministre français salue les communistes comme des patriotes ». M. Ramadier répondait au questionneur : « Je crois que le pays a de plus en plus confiance que les communistes en France ne seront pas un corps étranger dans la nation mais, au contraire, un élément dans la nation comme les autres partis. Nous ne désirons pas les exclure de la nation et ne voulons pas qu'ils s'en excluent eux-mêmes. Mais nous devons exiger leur loyale et sincère collaboration. Je me félicite qu'ils aient montré dans mon gouvernement un esprit de compréhension et de modération ». Trois mois plus tard, M. Ramadier était obligé de se séparer des indésirables.

RÉSERVE AUX MEMBRES
DE L'ASSOCIATION
CE BULLETIN N'EST PAS
VENDU

LES personnes compétentes pourront vérifier l'exactitude de notre résumé et de nos citations textuelles : pour leur faciliter la tâche, nous avons multiplié autant que possible les indications de pages.

A peine est-il besoin de souligner que le livre de N. Godounov n'a rien d'insolite en U.R.S.S. : il est en harmonie parfaite avec une immense « littérature » politique déversée à millions d'exemplaires par les presses du Gosizdat, du Gospolitizdat, des éditions de la Pravda et de Znanié, etc. Les encyclopédies, les dictionnaires, les manuels d'enseignement, les brochures de vulgarisation et de propagande, vont dans le même sens, avec le même vocabulaire, les mêmes formules stéréotypes, d'après les mêmes directives reçues des bureaux qualifiés du Comité central. C'est la doctrine officielle (*).

Quelles que soient les astuces et les feintes dont certains services soviétiques spéciaux font usage pour circonvenir des gens, racoler des dupes et trouver des complaisances dans les milieux perméables à leurs séductions de toutes sortes, la doctrine officielle reste immuable et, parfois mise en

sourdine pour des raisons d'opportunité diplomatique, prévaut toujours en fin de compte. Les tournants et les virages de la « ligne générale » n'en modifient pas la direction. Les politiciens français sans scrupules qui croient de bonne *realpolitik*, avantageuse pour eux, de favoriser le jeu totalitaire en prônant la coexistence (à la soviétique), en adoptant les thèmes de la politique extérieure de Moscou, en déblatérant des invectives contre les alliés naturels de la France, ces politiciens en seront tôt ou tard pour leur honte, qu'ils se disent gaullistes ou socialistes. D'autres avant eux ont suivi le même chemin.

(*) N. d. l. R. — A signaler entre autres, le livre de R. Vartoloméieva sur *La politique extérieure réactionnaire des Socialistes français de droite* (Moscou, Gospolitizdat, 1949) et celui de A. Korsounski : *Les Social-démocrates allemands de droite au service des allumeurs de guerre anglo-américains* (Moscou, Gospolitizdat, 1952). On aura sans doute à les citer quand un nouveau tournant brusque de la politique étrangère du Kremlin exigera, une fois de plus, la révision hâtive de la table des valeurs. Rappelons que les communistes appellent socialistes « de droite » tous ceux qui ne se laissent pas circonvenir par les ... services psychologiques de Moscou.

Arrestation des communistes clandestins en Grèce

LE 4 septembre 1954, M. Vrachnos, secrétaire d'Etat à l'Intérieur dans le gouvernement que préside le maréchal Papagos, annonçait aux représentants de la presse grecque et étrangère que la Sûreté générale hellénique venait de détruire à nouveau l'appareil clandestin du parti communiste grec (K.K.E.) reconstitué en dépit de la loi qui interdit toute organisation communiste en Grèce.

C'est le rapport à peu près intégral du ministre de l'Intérieur que nos lecteurs trouveront ci-après. Malgré sa longueur, nous n'y avons fait, vu son intérêt que d'insignifiantes coupures. En particulier, nous avons reproduit les listes des personnages arrêtés, nous bornant à réduire l'état civil aux seuls renseignements qui permettent d'éclairer la nature du recrutement communiste en Grèce, à savoir l'âge et la profession. La quasi totalité de ces personnages est et restera inconnue. Mais les courtes notices biographiques qui accompagnent chacun de ces noms permettent, nous semble-t-il, de se faire une idée précise jusque dans le détail des techniques utilisées par les communistes dans leur action clandestine.

Sur le communisme en Grèce, le B.E.I.P.I. a déjà publié plusieurs études — notamment une brochure sur l'affaire Beloyannis : L'espionnage communiste en Grèce et Triomphe du sectarisme dans le P.C. grec (n° 81, 16-31 janvier 1953); Le Sang nouveau de Zachariadès (n° 115, 16-30 septembre 1954); Biographie de Nicolas Zachariadès (n° 116, 1-15 octobre 1954).

**

LE communisme international et le communisme grec, ainsi qu'on le sait, en même temps qu'ils

subissaient leur défaite militaire en août 1949 en Grèce furent frappés lourdement dans leur organisation, leurs organismes illégaux dans le pays furent brisés et leurs réseaux d'espionnage en Grèce dissous par le Service de la Sûreté de l'Etat.

La direction du K.K.E. suivant un ordre et avec l'appui complet du communisme international eut à faire face au problème particulièrement ardu de la réorganisation des appareils illégaux du K.K.E. et la reconstitution des réseaux d'espionnage communistes en Grèce, au 6^{me} Plenum du Comité central du K.K.E. qui s'est tenu en octobre 1949 et particulièrement au 7^{me} Plenum, qui s'est réuni en mai 1950. Au cours de ce Plenum, la direction du K.K.E. décida, comme on le sait, de s'assurer aussi rapidement que possible les agents indispensables à l'appareil illégal d'espionnage du K.K.E. Après une sévère sélection, elle envoya les membres des guerillas communistes les plus dévoués à la direction du K.K.E. et au communisme international, suivre les cours de l'Académie militaire politique de Moscou et d'autres écoles spéciales militaires politiques et d'espionnage de l'U.R.S.S. et de ses satellites. Leur entraînement avait pour but et a encore pour but de leur donner un enseignement « répondant à tous les besoins » ainsi que l'a souligné Zachariadès au cours du 7^{me} Plenum du Comité central du K.K.E. ; c'est-à-dire enseignement qui touche la politique, l'organisation, la science militaire, l'espionnage, les activités clandestines et les connaissances techniques nécessaires à ce travail clandestin : l'installation et le fonctionnement de postes de T.S.F., la cryptographie, l'imprimerie, le sabotage, etc...

La direction du K.K.E. a, depuis 1950, envoyé systématiquement diverses missions en Grèce,

composées d'agents du K.K.E. spécialement entraînés. La première de ces missions, celle que commandait N. Beloyannis, eut la fin tragique que l'on sait. Zachariadès, désireux de dégager sa propre responsabilité dans l'échec de cette première mission, a déclaré que l'échec était dû à la présence à la tête de l'appareil illégal du K.K.E., d'un mouchard, N. Ploumbides, lequel était lui aussi un agent du communisme international en Grèce. Il a été récemment arrêté, jugé et exécuté.

Après l'échec du groupe de N. Beloyannis, la direction du K.K.E. accrût le nombre des nouvelles missions d'espionnage envoyées en Grèce avec l'ordre particulier de constituer un nouvel appareil illégal d'espionnage du K.K.E. sur une base complètement nouvelle, à l'écart de tout contact avec N. Ploumbides — qui, à cette époque, n'était pas encore arrêté — et de ses anciens collaborateurs.

Ces nouveaux agents d'espionnage pénétrèrent en Grèce par la Bulgarie. Des officiers bulgares les accompagnèrent jusqu'à la frontière grecque. Ils réussirent à pourvoir de personnel l'échelon du Politburo du Comité central du K.K.E. en Grèce, l'organisation communiste d'Athènes, l'organisation communiste du Pirée, l'organisation communiste de Patras, celle de la Thessalie, etc... Pour cette tâche, ils utilisèrent comme instructeurs de grade supérieur, moyen ou inférieur, des individus sortis de prison ou revenus d'exil, ou des exilés communistes en congé. (On sait que le gouvernement grec avait envoyé en exil dans des îles de la mer Egée un certain nombre de membres des guerillas communistes).

Alors, la direction du communisme grec et international pensa qu'elle avait véritablement achevé la première phase de la réorganisation de l'appareil illégal d'espionnage en Grèce qu'elle considérait comme « invulnérable ».

Les services de la Sûreté nationale étant parfaitement informés des buts et des activités internationales du communisme international et grec en Grèce, dressèrent un plan complet pour les neutraliser, plan qui fut exécuté immédiatement. En même temps, ils donnaient à Zachariadès, l'impression qu'ils étaient entièrement ignorants de ses complots contre le pays et les Alliés ainsi que de l'envoi d'agents et d'espions en Grèce.

Les services de la Sûreté nationale, en une coopération étroite ont réussi à dévoiler et à briser l'échelon du Politburo du Comité central du K.K.E., les organisations communistes d'Athènes, du Pirée, de Patras, de la Thessalie et d'autres organisations.

Les services de la Sûreté ont arrêté entre autres agents, six personnalités importantes de la guérilla communiste qui avaient été spécialement entraînés derrière le Rideau de fer, étaient entrés en Grèce et occupaient des postes de responsables dans le nouvel appareil d'espionnage établi par le K.K.E.

Ces personnalités sont :

1. — *Harilaos Florakis, alias Kapetan Giotis* : Major-Général des forces de guérilla et « responsable » de l'échelon du Politburo du Comité central du K.K.E. en Grèce. Il avait été instruit particulièrement en espionnage à l'Académie militaire de Moscou.

2. — *Kyriakos Tsakiris* : Brigadier dans les forces de guérilla et membre de l'échelon du Politburo du Comité central du K.K.E. en Grèce.

3. — *Leonidas Tsefronis, alias Kapetan Pelopidas* : Membre de l'échelon du Politburo du Comité central du K.K.E. en Grèce.

4. — *Gregori Liolios, alias Kapetan Golis et Ka-*

petan Mavros : Commandant des unités de guérilla Vermion, membre du Comité central du K.K.E., particulièrement instruit dans les plus hautes écoles d'espionnage de Roumanie, « responsable » de l'organisation communiste d'Athènes.

5. — *Stavros Karras*, longtemps agent de l'organisation communiste du Pirée et des forces de guérilla, qui entra en Grèce avec Efthymios Bratsos, membre du Comité central du K.K.E. Après le rappel de Bratsos, il resta en Grèce et travailla au rétablissement de l'appareil illégal du K.K.E. jusqu'au jour de son arrestation.

6. — *Dimitrios Dallas*, Membre du Comité central du K.K.E. Commissaire politique d'une brigade de guérilla, directeur d'une école d'espionnage en Tchécoslovaquie sous le pseudonyme de « Makris », membre de l'échelon du Politburo du Comité central du K.K.E. en Grèce et « responsable » de l'appareil des publications illégales du K.K.E.

Très justement, le Président du Conseil grec, le maréchal Papagos, a déclaré que le succès des Services de la Sûreté, que nous venons de relever, est le plus grand succès du gouvernement grec dans sa lutte contre le communisme depuis la fin de la guerre de guérilla et les Services de la Sûreté ont mérité la gratitude nationale.

La direction du K.K.E. a crié sur les toits depuis avril 1954 que la première phase du rétablissement des organisations illégales du K.K.E. en Grèce était accomplie. Elle a fait cette déclaration pour deux raisons essentielles : 1°) parce qu'elle se trouve dans la nécessité de remonter le moral des agents, membres ou partisans du K.K.E. et regagner ainsi leur confiance et 2°) parce qu'elle est obligée à l'égard du communisme international — qui fournit des sommes énormes et d'autres moyens pour favoriser les efforts du K.K.E. en Grèce, dans ses activités d'espionnage contre la Grèce et ses Alliés et son œuvre de sape du moral du peuple et de l'armée au bénéfice des pays derrière le rideau de fer — de montrer des résultats concrets de la mission antihellénique extrêmement coûteuse qui lui est assignée.

La meilleure réponse qu'on peut donner à la direction du K.K.E. est de faire connaître ce qui a été accompli par les services de la Sûreté, pour briser les appareils illégaux et d'espionnage, ainsi qu'il a été annoncé officiellement. En voici le compte-rendu :

Section A. — Résultats obtenus par la Sous-direction de la Sûreté Générale d'Athènes

1. — a) La Sûreté Générale d'Athènes, pleinement informée de ce qui se passait, appliqua son plan de lutte effective contre la nouvelle conspiration communiste, et, aidée par les autorités de police de Salonique, arrêta Georges Georgiou, agent communiste du sommet, chargé de l'appareil illégal de publications de l'échelon du Politburo du K.K.E. en Grèce, ainsi que huit de ses collègues. Les services de la Sûreté Générale découvrirent aussi le matériel d'impression de l'échelon et s'en emparèrent. Par la suite, en novembre 1953, ils arrêtèrent aussi Dimitrios Dallas, membre du Comité central du K.K.E., qui fut un temps commissaire politique d'une brigade communiste et directeur d'une école d'espionnage en Tchécoslovaquie. Il était alors connu sous le pseudonyme de Makris. Au moment de son arrestation, il était membre de l'échelon du Politburo du K.K.E. en Grèce, spécialement chargé de l'appareil des publications illégales. Entre autres activités, il s'était rendu à Patras pour aider person-

nellement Brachniaras (arrêté par la suite par les services de la Sûreté Générale de Patras), dans la reconstitution de l'organisation illégale communiste locale. Simultanément, les autorités arrêtaient Miltiades Zacharatos, membre du Comité central du K.K.E. et 15 autres membres de l'illégale K.O.A. (organisation communiste d'Athènes), parmi lesquels G. Papanos, G. Sakelion et G. Kyriakos, tous trois membres importants du K.K.E. Peu après, la police arrêta aussi le communiste Christodoulos Papanikolaou, qui était arrivé récemment de derrière le rideau de fer.

2. — b) La Sûreté Générale d'Athènes, poursuivant l'application méthodique de son plan pour s'opposer aux efforts de reconstitution des organisations du K.K.E., arrêta, en avril 1954, Gregory Idolios, ancien Commandant des forces de guérilla à Vermion et membre du Comité central du K.K.E., qui avait été entraîné dans une école spéciale d'espionnage en Roumanie. Il avait été placé comme responsable à la tête de la K.O.A. et était également membre de l'échelon du Politburo du K.K.E. en Grèce.

Un peu plus tard, la Sécurité Générale d'Athènes porta un coup sévère à l'organisation communiste en reconstitution, en arrêtant les membres responsables de l'échelon du Politburo du K.K.E. en Grèce :

1. Florakis (alias Capitaine Giotis), Major-Général, pendant la guerre de guérilla, qui servit d'abord comme Commandant des forces de guérilla dans le centre-sud de la Grèce et devint Commandant de la 1^{re} Division de Guérilla. En raison de la mission spéciale qui lui avait été confiée, il avait été choisi parmi de nombreux chefs de guérilla, pour être envoyé pour entraînement à l'Académie Politique et Militaire de Moscou. Il avait la responsabilité de l'échelon du Politburo du K.K.E. en Grèce.

Florakis a fait une carrière impressionnante tant comme communiste que comme combattant dans la guerre de guérilla. Pendant l'occupation, il déploya une exceptionnelle énergie comme secrétaire organisateur de l'organisation communiste à Fokis ; il fut ensuite nommé secrétaire du Comité de Lutte dans la Cinquième Brigade et, plus tard, dans la Seconde Division de l'ELAS. Il est considéré comme responsable de la mort du colonel Psarrus et de l'anéantissement des troupes de celui-ci. A la fin de 1946, il rejoignit les guérillas communistes et prit part à des activités criminelles antinationales dirigées contre la population non-combattante des régions rurales et citadines. En raison de quoi, il fut nommé Lieutenant-Colonel de l'Infanterie par décret du pseudo-gouvernement communiste (publié dans le journal du 28 décembre 1947). Le 28 avril 1948, il était promu Colonel et le 28 octobre 1948, Major-Général, (publié à la même date dans le n° 24 du journal).

Florakis servit comme commandant des forces de guérilla dans le centre-sud de la Grèce et ensuite comme Général de leur Première Division. En cette dernière qualité, il organisa des attaques meurtrières sur Karpenissi, Karditsa, Sofades, Farfakona, etc...

Au moment de son arrestation, il était porteur d'une fausse carte d'identité portant la mention suivante : Gregory Papadimitriou, né à Larissa en 1912, professeur de mathématiques. Un total de 16 accusations sont actuellement portées contre lui : meurtres, enlèvements, etc...

2. — Leonidas Tsefronis (alias Capitaine Pelopidas), fils d'Ilias, 34 ans, né à Komilio, île de Lafkas, élève de l'Ecole Polytechnique. Commissaire politique de la 105^{me} Brigade de guérilla, entraîné dans des écoles spéciales d'espionnage, membre du Comité central du K.K.E. et membre

de l'échelon du Politburo du K.K.E. en Grèce. En dehors de ses autres tâches, il était également chargé de diriger Gregory Liolios. Il a été possible d'établir qu'il avait envoyé des agents du K.K.E. d'Athènes dans des villes de province pour reconstituer les organisations communistes illégales.

Pendant l'occupation, il a été particulièrement actif parmi les étudiants. Il continua sa tâche après la libération, et, en octobre 1947, sur les ordres de la direction du K.K.E., il rejoignit les rangs des guérillas communistes en qualité de commissaire politique du Bataillon de la Jeunesse communiste. Par la suite, il servit comme commissaire politique de la 105^{me} Brigade communiste, fonction dans laquelle il fit montre d'une exceptionnelle énergie aussi bien que d'une vive activité criminelle et antinationale. A la défaite des guérillas communistes, il passa le rideau de fer, fut entraîné dans diverses écoles d'espionnage et enfin envoyé ici comme un haut membre du K.K.E. pour continuer l'œuvre de Beloyannis. Sa femme et son fils vivent derrière le rideau de fer.

3. — c) Voici d'autres agents de l'appareil illégal de l'échelon du Politburo du K.K.E. en Grèce qui furent arrêtés :

- 1) Constantine Filis, 32 ans, professeur de physique, spécialiste de la mécanique radiophonique.
- 2) Dionysia Prapa, 35 ans, couturière.
- 3) Despina Barberi, diplômée de l'Ecole de Médecine, 26 ans.
- 4) Mero Barberi, employée, née à Pharraï.
- 5) Emmanuel Iliakis, fils d'Aritides et de Sophia, 32 ans, travailleur dans le caoutchouc.
- 6) André Bartzokas, 28 ans, employé.
- 7) Spyridon Triantafyllos, 35 ans, mécanicien d'automobile.
- 8) Aristotle Georgoulis, 30 ans, homme de loi et chimiste. Son activité pendant l'occupation est inconnue. Après l'accord de Varkiza, son activité en faveur de la réorganisation du K.K.E. devint apparente. En 1947, il prit un vif intérêt aux efforts faits pour soutenir les guérillas communistes, dans le Péloponèse ; en décembre 1947 il fut arrêté à Pyrgos, Ileia, et exilé. Il sortit de prison en janvier 1952 et lorsqu'il fut à Athènes, il prit contact avec l'échelon du Politburo du K.K.E. et se joignit à son appareil illégal.

4. — d) Parmi les arrestations qui ont suivi :

1) Vardis Vardinogiannis, 33 ans. Etudiant en médecine. Il eut une importante activité communiste, sous l'occupation en Crète et ensuite à Athènes. En 1948, il fut condamné à perpétuité pour activité illégale mais la Cour d'Appel réduisit sa peine à 5 ans de prison et, en août 1952, il fut libéré par décision du Conseil de la Magistrature qui lui fit remise du reste de sa peine.

Après sa libération, il prit contact avec l'appareil illégal du K.K.E. Il fut d'abord nommé premier secrétaire de la 8^{me} région du K.O.A. et ensuite au secrétariat du Comité citoyen de la K.O.A. Au moment de son arrestation, il était porteur d'une fausse carte d'identité au nom de Nicolas Pealtis. Il habitait une chambre qu'il avait louée sous le nom de Constantin Dimopoulos ; il occupait une seconde chambre sous le nom de Nicolas Vesylas. Il avait été étroitement associé avec Liolios et Tsefronis et avait vécu longtemps dans la clandestinité.

2) Haralambos Kalatzis, 28 ans, marchand de textile ambulante. Pendant l'occupation, il fut un communiste très actif dans sa ville. En 1946, il se rendit à Athènes, où il poursuivit son tra-

vail illégal : il fut arrêté et exilé en mai 1948. En 1949, son exil ayant été suspendu, il revint à Athènes où il reprit son activité illégale en rejoignant l'appareil illégal du K.K.E. L'an passé, il devint le responsable de l'appareil technique de la 4^{me} Atchtida et, ensuite, de la K.O.A. Kalatzis avait une cachette secrète dans laquelle la police trouva deux mimeographes et tous leurs accessoires, de nombreuses brochures communistes, et un type spécial de lettre perforée. Le 21 novembre 1952, il fixa une bannière sur le toit de son appartement portant ces mots : « Vive le 35^{me} anniversaire du K.K.E.-K.O.A. ! »

3) Gregory Rammos, 25 ans. Alors qu'il était soldat en Makronisos, il joignit l'appareil illégal du K.K.E. et travailla sous l'autorité de Vasilios Solomos (alias Roussos), qui a été lui aussi arrêté.

4) Sophie Aroni, 31 ans, couturière. Avant la guerre, elle était très connue à Athènes pour son activité communiste. Pendant l'occupation, elle fut une communiste très active dans sa ville. Après l'accord de Varkiza, elle revint à Athènes et prit une part importante à l'appareil illégal de Afto-Amyna (auto-défense) qui servait à cacher les armes et à la liaison entre ses chefs. En avril 1948, elle fut arrêtée et la Cour Martiale spéciale d'Athènes, la condamna à la prison perpétuelle. Devant la Cour d'Appel, sa peine fut réduite à 12 ans et, en avril 1952, elle fut libérée par suite de la loi 2058-52.

A sa sortie de prison, elle reprit sa place dans l'appareil illégal du bureau de la K.O.A. du Comité de la ville. Elle a un frère, Panagiotis, qui a été condamné à mort pour un long passé criminel communiste.

5) Barbara Aroni, 23 ans, travaille dans une filature. Elle est la sœur de Sophia Aroni, mentionnée ci-dessus et son activité communiste dans l'appareil illégal du bureau du comité de la ville de la K.O.A., a été découverte cette année.

5. — c — Les membres suivants de l'appareil illégal du K.K.E. ont été également arrêtés en raison de leur rôle de premiers secrétaires des régions de la K.O.A. ou comme secrétaires (organisations communistes de base (K.O.B.).

1) Théodore Krasakopoulos, 30 ans, comptable. Exilé en 1947, il fut libéré en décembre 1951. Peu de temps après, il rejoignit l'appareil illégal du K.K.E. et devint un des dirigeants de la K.O.A.

2) Constantin Linardatos, 34 ans, homme de loi. Pendant l'occupation, il eut une considérable activité communiste, qu'il maintint après la libération. Il fut arrêté et exilé en mars 1947 et libéré en octobre de la même année. Poursuivant son activité communiste, il fut de nouveau arrêté et exilé en juillet 1948 et de nouveau libéré en août 1952. Il rejoignit alors l'appareil illégal du K.K.E. et devint l'un des chefs de la K.O.A.

3) Icanna Kyriakou, 32 ans. Pendant l'occupation, elle eut une grande activité communiste qu'elle continua après la libération. En 1947, en raison des services rendus, on lui confia un poste dans le Comité du Parti des fonctionnaires civiles. En mars 1948, elle fut arrêtée et exilée ; libérée en février 1952. C'est une communiste très dangereuse, qui, à la suite de diverses arrestations, a été nommée chef responsable du secrétariat de la 3^{me} Atchtida. Elle a un frère, qui a été entraîné à Bulkes et qui est maintenant en prison, à la suite de son long passé criminel.

4) Dimitrios Fylaktos, 47 ans, ancien maître d'école publique, vétéran communiste. Il a repris son activité communiste sous l'occupation et

il la continua après la libération. En raison de cette activité, il perdit son emploi. En 1948, il fut exilé ; il rentra en janvier 1952. En 1953, il rejoignit de nouveau l'appareil illégal du K.K.E. et devint superviseur de la K.O.B. Il devint, par la suite, secrétaire de l'une des régions du K.K.E.

5) Dimitrios Darlasis, 41 ans, professeur de mathématiques. Sans emploi. Il fut noté pendant l'occupation pour son activité communiste qu'il poursuivit après la libération. Il fut arrêté en juillet 1947 et exilé à Agios Efstratios. Il fut libéré en novembre de la même année. Appelé dans l'armée, il fut envoyé à Makronisos. En juillet 1948, il perdit ses galons de sous-lieutenant et fut envoyé dans un camp d'exil. Il fut libéré en janvier 1952. En 1953, il rejoignit l'appareil illégal du K.K.E., comme secrétaire d'une K.O.B.

6) Athina Sofopoulou, 34 ans. Elle fut très active pendant l'occupation et pendant la révolution de décembre, elle entra dans l'ELAS (1). Après la libération, elle continua son travail communiste, et en juillet 1948 elle fut arrêtée par la gendarmerie, accusée d'activité illégale et condamnée à 5 ans de prison. En 1951 elle fut grâciée et libérée. Plus tard, elle rejoignit l'appareil illégal de la K.O.A. et devint secrétaire d'une K.O.B.

7) Catherine (Titika) Papanikolopoulou, 32 ans, licenciée en philologie. Elle prit, pendant l'occupation, une part active à la section étudiante de l'EPON (organisation panhellénique unifiée de la jeunesse communiste). Après la libération, elle poursuivit son activité et, en juillet 1945, elle fut arrêtée à l'entrée de l'Université alors qu'elle distribuait des tracts de caractère révolutionnaire. En juillet 1946, elle était arrêtée et exilée ; elle fut libérée en janvier 1952. En 1953, elle rejoignit l'appareil illégal de la K.O.A. et devint secrétaire d'une K.O.B.

8) Anais Tsakiridou, 29 ans, employée. Fut particulièrement active pendant l'occupation dans l'EPON, et gardait à la maison un mimeographe pour imprimer des tracts communistes. Elle poursuivit son activité communiste après la libération et fut arrêtée et exilée en août 1948 ; elle fut libérée en décembre 1951. Par la suite, elle rejoignit l'appareil illégal du K.K.E. et devint secrétaire d'une K.O.B.

9) Hélène Anagnostopoulou, 39 ans, femme de charge. Après l'accord de Varkiza, elle rejoignit le K.K.E. et devint membre de la section féminine de la Première Région communiste. En juillet 1949, elle fut arrêtée et condamnée à vingt ans d'emprisonnement. En mars 1952, sa condamnation fut suspendue en raison de son mauvais état de santé, après que la Cour eut réduit cette peine à cinq ans. Malgré cette indulgence du tribunal, elle rejoignit de nouveau l'appareil illégal du K.K.E. et devint secrétaire d'une K.O.B.

10) Panagiota Tsitilou, 35 ans, licenciée en philologie. Fut, pendant l'occupation, exceptionnellement active, dans la section étudiante de l'EPON. En 1945, elle épousa Georges Tsitilos, membre du Comité central du K.K.E. et responsable de l'organisation communiste du Péloponèse. En 1946, elle se rendit en Crète, avec son mari, qui devait diriger l'organisation communiste de la Crète et les guerillas. Elle y déploya une activité considérable dans les organisations féminines. Elle fut condamnée par une Cour Martiale Spéciale, à perpétuité, mais elle fut libérée en janvier 1953. Son mari fut tué en Crète par les

(1) « Armée Nationale Populaire de Libération », force militaire sous contrôle communiste durant l'occupation allemande.

forces nationalistes. Après sa libération, elle rejoignit de nouveau l'appareil illégal du K.K.E. et devint secrétaire d'une K.O.B.

11) Dionysios Dionysopoulos, 41 ans. Pendant l'occupation, il fut un communiste très actif dans sa ville natale. Après la libération, il vint à Athènes et continua son activité qui lui valut son arrestation et son exil en 1947. Il revint à Athènes en septembre de la même année et poursuivit son travail révolutionnaire. Il fut exilé de nouveau en mars 1948 et libéré de nouveau en janvier 1952. Aussitôt libéré, il rejoignit l'appareil illégal du K.K.E. et devint secrétaire d'une K.O.B.

12) Maria Bikia, 32 ans, ancienne employée à la mairie de Larissa. Pendant l'occupation, elle était à Elasson où elle déploya une activité intense dans l'EPON. Après l'accord de Varkiza, elle poursuivit son activité et, pour cette raison, perdit son emploi en mars 1946. Par la suite, elle s'établit avec sa famille à Athènes et continua son activité dans l'appareil technique illégal de la Troisième Région de la K.O.A. En décembre 1948, elle fut arrêtée et condamnée par une Cour Martiale spéciale à 18 ans de prison. Sa peine fut, par la suite, réduite à 7 ans et une amnistie royale la réduisit à 5 ans et demi. Elle fut finalement libérée en avril 1953 et, peu après, elle rejoignit l'appareil illégal du K.K.E., devenant secrétaire d'une K.O.B.

6. — f. — Avec le concours de la gendarmerie de Nea Ionia, les arrestations de personnes suivantes ont été faites :

1) Pénélope Malliou, 34 ans, femme de charge. Elle fut très active pendant l'occupation dans l'organisation féminine de la 8^{me} Région de la K.O.A. Après l'accord de Varkiza, elle poursuivit son activité et fut arrêtée en avril 1948. Une Cour Martiale spéciale la condamna à mort, mais la peine fut commuée en prison à perpétuité par le pardon royal et fut réduite ensuite par la Cour à 5 ans. En septembre 1952, elle fut libérée après avoir accompli les deux tiers de sa peine. Libérée, elle rejoignit l'appareil illégal de la K.O.A. en qualité de secrétaire d'une K.O.B.

2) Heraïles Gerolymatos, mécanicien dentiste. Il se livra, pendant l'occupation à une activité antinationale comme membre de l'E.A.M. et comme délégué de l'A.K.E. de l'Attique. Après l'accord de Varkiza, il poursuivit son activité dans la 9^{me} Atchtida et, ensuite, dans la 3^{me} Atchtida de la K.O.A. En juillet 1947, il fut arrêté et exilé; libéré en novembre de la même année. En 1953, il rejoignit l'appareil illégal de la K.O.A. devenant responsable d'une K.O.B.

3) Katina Mammeli, 58 ans. Ancienne institutrice d'école publique. Elle fut extrêmement active pendant l'occupation comme communiste et fut plusieurs fois arrêtée. Pendant la révolution de décembre, elle déploya une activité antinationale. Après les accords de Varkiza, elle réussit à être nommée institutrice à Nea Philadelphia et à Holargos. En août 1946, elle fut arrêtée par la gendarmerie et exilée; elle fut libérée en février 1947, elle fut de nouveau révoquée et, en juillet 1947 arrêtée et exilée de nouveau. Libérée en septembre de la même année, elle reprit son activité communiste et fut de nouveau arrêtée et exilée en septembre 1948. Elle revint d'exil, libérée en janvier 1952. Elle réussit à être de nouveau institutrice dans une école de Noa Ionia mais, après sa révocation de janvier 1954, elle rejoignit l'appareil illégal de la K.O.A., comme secrétaire d'une K.O.B.

4) Georges Hatzipetros, 33 ans, plombier. Pendant l'occupation, fut membre de l'EPON. Après les accords de Varkiza, il reprit son activité et,

en 1946, fut condamné à six ans de prison pour détention illégale d'armes, peine commuée en 18 mois de prison.

Découverte de documents

En même temps que ces arrestations, la Sûreté générale d'Athènes réussissait à découvrir et à s'emparer de documents très importants et révélateurs sur l'activité de K.K.E.

En plus de la confiscation de miméographes appartenant à l'appareil de presse de la K.O.A., dont nous avons parlé plus haut, la police saisit également de nombreux postes de radio utilisés pour écouter les émissions du poste de radio de la guerilla. Une autre trouvaille fut le code secret complet avec le chiffre-clef qui était employé par les guerilleros communistes engagés dans l'espionnage en Grèce et qui permettait de communiquer avec les chefs au delà du rideau de fer. Les autorités ont également confisqué quantité de livres anglaises et de dollars américains trouvés en possession de ces guerilleros qui avaient pénétré en Grèce, venant de l'autre côté du rideau de fer.

Section B. — Résultats obtenus par la sous-direction de la Sûreté Générale du Pirée

La sous-direction de la Sûreté générale du Pirée, ayant connaissance des activités antigrecques d'espionnage des chefs du communisme grec et international qui se sont poursuivies en Grèce et particulièrement dans la région du Pirée — en étroite collaboration avec la sous-direction de la Sûreté d'Athènes — a arrêté des agents de l'appareil illégal et d'espionnage du K.K.E. et particulièrement des membres de l'échelon du Politburo du Comité central du K.K.E. en Grèce et des membres du bureau du Comité urbain de la K.O.A. et de la K.O.P. (organisation communiste du Pirée). En voici les noms :

1) Dimitrios Panousopoulos, 27 ans, agent d'affaires, sans travail. Il fut arrêté le 26 juillet 1954. Il est entré au K.K.E. en 1950. Il cacha et aida Leonidas Tsefronis dans la publication et la circulation du journal illégal *Rizospastis*, dans l'organisation des régions communistes et des groupes du Front patriotique de lutte. On trouva chez lui des caisses de caractères mobiles.

2) Athanasios Beredimas (alias Kotsaftis), né vers 1899, vend des parfums et divers petits articles dans la rue. Il fut arrêté le 30 juillet 1954. Il était communiste depuis 1931 et a été condamné à plusieurs reprises. Envoyé en exil à Akrona-plia, il s'échappa des mains des Italiens pendant l'occupation; il se rendit à Sterea Ellas, quartier général d'Aris Veloutchiotis et, accompagna celui-ci dans le Péloponèse où il fut chef, pendant les massacres des nationalistes à Meligala, Messina. Il fut l'instructeur de Panousopoulos et de Leonidas Tsefronis.

De nombreuses personnes en liaison avec l'appareil illégal sont détenues et on recherche des communistes de guerillas ainsi que d'autres militants dangereux.

3) Gaston Vernardis, né en 1922. Ancien étudiant en médecine, vend des remèdes dans la rue. Il fut arrêté le 1^{er} août 1954. Il a beaucoup d'expérience dans la surveillance, l'organisation et la supervision des régions. C'est un agent du K.K.E.; il vient des rangs de l'EPON. Il a pris des contacts et tenu des réunions communistes dans les jardins et les fermes de la région de Moschaton, Agios Ioannis Rontis, dans la forêt d'Holargos et d'Agia Paraskavi et en divers hôte-

taux et cliniques au Pirée et à Athènes. Afin de dépister ceux qui le filaient, il portait des lunettes.

4) Andrew Velis (alias Drakoulis), né aux environs de 1917, ancien étudiant de l'Ecole Polytechnique.

Il fut arrêté le 1^{er} août 1954; il participait au transport de matériel communiste illégal, recherchait des maisons pour les réunions et pour cacher les agents de l'appareil du sus-nommé Gaston. C'est un agent de l'illégal EPON. Il a été actif comme membre de l'ELAS.

5) Kyriakos Tsakiris (alias Kapetan Thessalos), né vers 1909, ancien étudiant en droit, sans emploi. Il a été arrêté le 4 août 1954. Il était porteur d'une fausse carte d'identité datée du 16 juillet 1947, au nom d'Anostis Atmazides. Il est communiste depuis 20 ans. Avant la guerre, il s'échappa d'Akronafplia et d'autres lieux d'exil. Pendant la révolution de décembre 1944, il était responsable politique au Pirée. Pendant la guerre de guerillas, il fut commissaire du peuple dans le K.G.A.N.E. (échelon du quartier général de la Grèce du Sud) de l'armée démocratique, qui était commandée à cette époque par le lieutenant-général de guerillas Karageorgis. Il était aussi responsable politique pour la Grèce du sud. Par décret publié dans la *Gazette du gouvernement provisoire*, du 28 décembre 1947, il fut nommé Commissaire Lieutenant-Colonel politique. Actuellement, il a le rang de Major-Général des guerillas communistes. En 1948 et en 1949 il commanda la brigade de cavalerie des guerillas en Thessalie et dirigea les opérations contre Karditsa. Il fut blessé, une de ses blessures fut causée par une charge de mortier qui pénétra dans son épaule. Il présida comme juge pour les guerillas dans la purge de Karageorgis Zachariadès; dans son discours final qui fut publié sous le titre « *Revue des problèmes grecs et internationaux* », dans *Noos Kosmos*, novembre-décembre 1950, n° 11-12, 2^{me} année, page 825, colonne 2, il déclara au sujet de Tsakiris qui était présent à la Convention : « l'Homme est bon, il n'y a aucun doute, parce qu'il a été essayé à fond ». Par la suite, Zachariadès déclara : « La raison pour laquelle Karageorgis insista pour nommer le camarade Tsakiris comme commandant est une question qui doit être examinée dans l'ensemble du cas de Karageorgis ».

C'est ce que Zachariadès déclara lorsqu'il fit des efforts pour établir qui était responsable de la Brigade de Cavalerie qui fut conduite par Tsakiris dans une région où elle devait recevoir des chevaux, etc... où l'ennemi, c'est-à-dire l'armée grecque, la détruisait à l'aurore avec les tanks et les forces de L.O.K. Le responsable de cette défaite fut Karageorgis, car la brigade se trouvait en mauvaise position et un esprit de rébellion y régnait.

Tsakiris a été instruit dans diverses écoles d'espionnage derrière le rideau de fer, en Tchécoslovaquie, en Pologne et il fut envoyé en Grèce comme membre du Politburo, échelon du C.C. du K.K.E. en Grèce. Le rôle qui lui était dévolu consistait à réorganiser la région de la Grèce du sud et à systématiser l'organisation communiste d'espionnage des services du NATO en Grèce et spécialement à Salonique où il avait été actif dans le passé et connaissait bien la situation. Il transportait un appareil émetteur de radio, 5 ou 600 souverains d'or, une grande quantité de dollars en billets de 100 dollars. Chacun de ces articles était placé dans une boîte en contre-plaqué; ces boîtes étaient solidement attachées à une mallette. Après avoir détaché les boîtes et les avoir remises aux personnes de confiance, il détruisait la mallette en la brûlant.

Les services de la Sûreté réussirent à découvrir

et à saisir le matériel ci-dessous mentionné : dix-huit billets de 100 dollars, 2.500.000 anciens drachmes (en billets de 50.000). Sa nouvelle mallette intacte et les autres articles. La mallette est soumise à l'examen.

Le sujet maintient qu'il est entré en Grèce il y a longtemps afin de travailler au développement du Front Démocratique dans tout le pays, sur la base des décisions déjà mentionnées du K.K.E. siégeant derrière le rideau de fer. Il a déclaré que son arrestation par les services de la Sûreté constituait le plus grand succès du gouvernement Papagos et des Impérialistes anglo-américains qui ont imposé une seconde occupation à la Grèce.

6) Irène Zanga (alias Sonia), née vers 1919 à Arta; ancien professeur de littérature, sans emploi. Elle a été arrêtée le 6 août 1954. C'est un agent communiste très dangereux, elle est particulièrement instruite dans la surveillance et l'instruction des atchtidas communistes et des groupes du Front patriotique. Elle a été condamnée à mort mais fut libérée en 1953 par mesure de grâce.

Elle a aidé l'appareil de la guérilla communiste Tsakiris, en établissant des contacts. Elle a répandu l'information que Tsakiris avait été tué à la bataille de Karditsa. Le sujet vint à la prison pour voir la dangereuse communiste Anastasia Nikitopoulou, femme de Kyriakos Tsakiris. A été condamnée à mort et reste une communiste sans repentir. Le sujet est une dangereuse professionnelle communiste. Suspecte d'espionnage.

7) Jean Vougiouklakis ou Gerakararakos (alias Gerakaris), né vers 1916, ancien étudiant en droit, sans emploi.

Il fut arrêté le 7 août 1954. C'est un agent communiste spécialisé dans l'organisation et la surveillance des Atchtidas et des groupes de Front démocratique. Le sujet assistait l'appareil illégal communiste de guerillas; arrivé en Grèce il y a longtemps, venant de derrière le rideau de fer. Le sujet a développé une intense activité communiste. C'est un exilé en permission.

8) Stavos Karras (alias Nicolas Pappas) né vers 1924 en Chine, ancien étudiant à l'école Polytechnique, sans emploi.

Il a été arrêté le 7 août 1954. C'est un communiste de guérilla, recherché comme brigand; sa tête avait été mise à prix (mort ou vivant), de 30 millions d'anciennes drachmes et 20 millions d'anciennes drachmes furent promises à quiconque fournirait un renseignement conduisant à son arrestation, en vertu de la circulaire 127, ordre 34-2306-99, datée du 25 septembre 1953 (Ministère de l'Intérieur). Toutes les autorités de police avaient été avisées. Le sujet avait en sa possession une fausse carte d'identité au nom de Georges Diamantides.

Le sujet est un agent du K.K.E. qui a eu une activité considérable dans l'EPON au Pirée et à Athènes. Il rejoignit les guerillas communistes pendant la guerre de guérilla et se spécialisa dans le secteur des Commissaires Politiques pour les villes. Il suivit les restes de l'armée démocratique derrière le rideau de fer, fut choisi par Zachariadès pour recevoir un enseignement d'espionnage, il reçut l'instruction politique en diverses écoles, en Tchécoslovaquie et en Pologne. Il fut envoyé en Grèce comme membre du C.C. du K.K.E. et membre suppléant du Politburo, échelon du C.C. du K.K.E. en Grèce. Il était chargé de rétablir l'appareil illégal du K.K.E. dans les villes et les provinces. Les autorités apprirent son entrée en Grèce en 1952 quand il y pénétra en compagnie du dangereux chef de guérilla Ef-

thymios Bratsos ou Garipis, fils d'Anasthase. Bratsos était aussi recherché comme brigand, sa tête étant mise à prix comme celle du sujet, en vertu de l'ordre du Ministère de l'Intérieur mentionné plus haut.

Le rôle assigné à Bratsos était de développer les syndicats communistes en Grèce. Il réussit à s'échapper une fois encore derrière le rideau de fer. Selon une ancienne information de la radio de guerilla, Bratsos était accusé particulièrement de couardise et de désertion. Les comptes rendus du Plenum du C.C. du K.K.E. et du Comité central de Contrôle du 30 décembre 1953 parlent de lui en ces termes : « Suivant l'avis du Politburo du C.C. du K.K.E. transmis par le camarade Lafteris Statmas, sur le cas de Thymios Bratsos, et après avoir entendu Bratsos, lui-même, le Plenum prive Bratsos de son poste de membre suppléant du C.C. du K.K.E. en raison de sa couardise et de sa désertion. Toutes les décisions du Plenum ont été prises à l'unanimité ».

Dans le cas de Bratsos, nous n'excluons pas la possibilité que Zachariadès ait renouvelé le truc employé pour Ploumbides — à l'époque où Ploumbides était recherché par les autorités comme responsable de l'appareil chargé des émissions de radio du K.K.E. au moment de son arrestation, avant et après son jugement.

Le sujet avait aussi comme tâche le développement du Front Patriotique en Grèce, ainsi que la supervision et la surveillance des organisations du Parti dans les villes du Pirée et d'Athènes. On trouva sur lui 200.000 dollars. Il déclara lui aussi que son arrestation constituait un grand succès pour la police de Papagos. C'est un chef communiste très dangereux et un espion.

9) Periklis Rodakis, né vers 1922, ancien étudiant et ancien traducteur d'anglais ; sans emploi ; il a utilisé divers pseudonymes.

Il a été arrêté le 10 août 1954. C'est un communiste spécialisé dans la surveillance et les services d'espionnage. Il organisait les régions communistes et les groupes de Front démocratique. Il aida par ses contacts l'appareil de guerilla communiste Karras, trouvant des maisons, des endroits favorables pour cacher des communistes dans l'illégalité ainsi que du matériel divers, éditant et imprimant des publications, des livres communistes. Le sujet a traduit le livre d'Ilya Ehrenbourg, intitulé « *La neuvième vague* » (*To Enaco Kyma*). Il avait plusieurs exemplaires du *Rizospastis* (journal communiste clandestin) parmi lesquels, un, en date du 1^{er} juin 1954, caché dans sa chaussette.

10) Dimitrios Myrianthopoulos, né en 1911, colporteur dans divers marchés populaires, sans travail ; il a usé de pseudonymes variés. Il a été arrêté le 10 août 1954. Très dangereux communiste, sans repentir, d'une intense activité. Il est spécialisé dans l'art de cacher les publications, le matériel d'imprimerie, les archives des organisations communistes du Pirée. Il a été condamnée comme communiste et comme espion. Il a été libéré le 21 novembre 1951 par mesure de grâce. Il disparut sur l'ordre de l'appareil illégal et entreprit l'organisation, la surveillance des régions communistes et des groupes du Front Patriotique.

11) Martha Stamini, née vers 1914, sans profession, sans travail.

Elle a été arrêtée le 10 août 1954. Communiste dangereuse et sans repentir. Elle a été emprisonnée pour violation du 3^{me} Décret et fut relâchée par mesure de grâce. Elle disparut alors et rejoignit l'appareil illégal du parti. Elle aida Myrianthopoulos dans les contacts et réunions, dans la distribution des imprimés illégaux et en trouvant des refuges pour cacher les communistes ainsi que les documents de l'appareil.

Section C. — Résultats obtenus par le commandement suprême de la gendarmerie de Thessalie

Le service de la Sûreté de Larissa, en coopération avec la sous-direction de la Sûreté générale d'Athènes et en étroite collaboration avec les services de la sûreté de Volos et de Trikkala, réussirent à briser les organisations d'espionnage du K.K.E. en Thessalie et procédèrent à l'arrestation des agents communistes dont les noms suivent :

1) Jean Papaidannou, depuis longtemps agent du K.K.E., résidant à Larissa, revenu d'exil en 1950. Il reprit contact avec l'organisation illégale du K.K.E. en Thessalie et devint « responsable » de l'organisation communiste de Larissa. Il était en même temps, membre du bureau de l'organisation communiste en Thessalie.

2) Efthymios Dimitriou, agent communiste depuis longtemps, ayant eu une intense activité criminelle pendant l'occupation. Il fut libéré en août 1952, reprit contact avec l'organisation illégale du K.K.E. et eut un poste de responsable dans l'appareil illégal des publications des organisations de Thessalie nouvellement reconstituées.

3) Dimitrios Bousoulas ou Skopelitis, agent communiste depuis longtemps, ayant une importante activité criminelle pendant l'occupation aussi bien que pendant la guerre de guerilla. En raison de son activité, il fut condamné à perpétuité, mais fut libéré en octobre 1951. Il reprit aussitôt contact avec l'appareil illégal du K.K.E. de Thessalie et il fut chargé de la responsabilité du maintien de l'appareil illégal des publications dans l'organisation de cette région.

4) Théodore Zavrakas, responsable de la recherche des informations militaires, sur ordre de l'organisation communiste de Larissa. C'est la première fois qu'il s'est engagé dans des activités communistes illégales.

5) Sotirios Koliatos, engagé récemment dans l'activité communiste, « responsable » de EDNE à Larissa.

6) Haralambos Golemas, entré récemment en contact avec l'organisation communiste de Thessalie, fut utilisé par son secrétaire comme agent de liaison avec le Politburo, échelon du C.C. du K.K.E.

7) Evangelia Doudomi, liaison de « responsable » de l'organisation communiste de Thessalie.

8) Aspasé Doudoumi, liaison de « responsable » de l'organisation communiste de Thessalie.

9) Sotirios Sotiropoulos, depuis longtemps agent du K.K.E. Il fut arrêté et exilé en 1946 pour son activité communiste. Il revint d'exil en juillet 1954 pour deux mois de permission, puis il disparut. Il entra en contact avec l'organisation illégale du K.K.E. de Thessalie qui le nomma « responsable » pour l'instruction de l'organisation communiste de Magnesia et celle de Volos.

10) Spytidon Vaitsis, longtemps un agent de confiance du K.K.E., s'est engagé dans une intense activité antinationale ; secrétaire de l'organisation communiste de Volo selon les instructions directes de Sotiropoulos.

11) Paschalis Lymberakis, membre du bureau de l'organisation communiste de Volo et secrétaire des Atchtidas de l'Est.

12) Georges Sklavos, membre du bureau de l'organisation communiste de Volos et secrétaire de son Atchtida centrale.

13) Theofanis Varoulias, membre du bureau de l'organisation communiste de Volos et secrétaire de l'Atchtida de Nea Ionia. Il entra en contact avec l'organisation immédiatement après son retour d'exil.

14) Constantin Kozanitis, membre du bureau de l'organisation communiste de Volos, et secrétaire de l'Atchtida du travail.

15) Panagiotis Alamaniotis, longtemps agent du K.K.E. exilé. Il revint d'exil récemment et reprit

contact avec l'appareil illégal de l'organisation communiste de Volos. Il était « responsable » de l'appareil illégal des publications.

16) Théodore Vlamopoulós, appartient depuis longtemps à l'appareil illégal de l'organisation communiste qui avait entre autres tâches de cacher les agents illégaux.

17) Jean Trypospis, licencié en droit. « Responsable » de l'organisation communiste de Trikala.

Biographie d'H. Florakis

Aux détails donnés dans le rapport ci-dessus sur H. Florakis, nous croyons bien faire d'ajouter ceux qui suivent et qui sont empruntés au journal *Apogermatini* (4 septembre 1954).

On a particulièrement commenté l'information suivant laquelle l'un des espions arrêtés, Har. Florakis, était en relation avec les représentants diplomatiques officiels de l'Union soviétique. Selon cette information, Florakis était plutôt un homme de Moscou qu'un agent du K.K.E. Il jouissait de la confiance personnelle de M. Tchernytschef, qui dirigeait l'Ambassade soviétique à Athènes depuis l'époque où l'Amiral Rodionov l'avait quittée jusqu'à l'an passé, lorsqu'arriva le nouvel ambassadeur russe M. Sergejev, c'est-à-dire pendant dix pleines années.

En 1944, M. Tchernytschef, qui était à ce moment lieutenant-colonel dans l'Armée soviétique et l'officier russe, M. Popof, furent parachutés dans les montagnes grecques pour établir la liaison entre l'Union soviétique et l'ELAS. Florakis, aujourd'hui arrêté, accueillit Tchernytschef au nom de l'ELAS et, dès ce moment, commença la liaison entre l'espion et le diplomate russe. Pendant la période de leur coopération, les deux officiers russes eurent l'occasion d'apprécier les qualités de Florakis.

Meurtrier de Psarros

Harilaos Florakis est né à Rachoula, Karditsa; il est âgé de 40 ans. Il a été employé, pendant plusieurs années, dans les P.T.T. Avant la guerre, il travaillait dans l'organisation communiste des fonctionnaires.

En 1942, il quitta Athènes et vint à Fokis où

il assumait les responsabilités de second secrétaire chargé de l'organisation et assista le premier secrétaire, le communiste de longue date Vasilios Asikis, qui est passé derrière le rideau de fer aujourd'hui. Il devint ensuite « responsable » pour les renseignements de la 5^{me} brigade et, plus tard, de la 2^{me} division de l'ELAS. A cette époque, il s'appliqua à causer des incidents entre l'ELAS et les forces du colonel Psarros, suivant les ordres confidentiels de la direction communiste. Il a été établi que Florakis est responsable du meurtre du colonel Psarros et du massacre de nombreux de ses hommes qui furent capturés.

Il trahit Orestis

Après l'accord de Varkiza, il revint à Athènes et se cacha tout un mois avec d'autres agents du K.K.E. Pendant cette période, il soumit un rapport à Bartziotas dans lequel il accusait le capitaine de la 2^{me} Division de l'ELAS, Kapetan Orestis, d'être un « opportuniste » et d'« avoir des tendances opposées à la direction politique du parti ».

L'accusation de Florakis fut acceptée par la direction du parti communiste et Orestis condamné.

Jusqu'en octobre 1946, Florakis, qui entre temps avait repris son emploi aux P.T.T., fut l'instructeur des organisations communistes des fonctionnaires.

En octobre 1946, il reçut l'ordre de la direction communiste de rejoindre les premières forces de guérilla qui venaient d'être formées. Il exécuta cet ordre en joignant les forces de Roumeli qui étaient sous le commandement de Dia-

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 30, rue de Gramont, Paris (2^e).

mantis. En raison de son activité, il gravit rapidement l'échelle hiérarchique.

En décembre 1947, il fut nommé « Lieutenant-Colonel d'Infanterie », en avril 1948 « Colonel » et en septembre 1948 « Major-Général » et prit le commandement de la 1^{re} division de guérilla communiste. Comme commandant de grandes unités il lança de nombreuses attaques contre les villes et les villages. Il attaqua aussi Karpenision et écrivit une critique de cette attaque qui fut publiée dans le périodique du K.K.E. *Dimokratikos Stratos*.

Ordres d'espionnage

Florakis a publié de nombreux autres articles et s'intéressa particulièrement à l'organisation des réseaux d'espionnage. Les paragraphes suivants, extraits d'un de ses articles, intitulé : « *Les devoirs spéciaux pour les sections de la Grèce du Sud* », sont caractéristiques : il donne les ordres suivants aux diverses organisations communistes :

« 1) Etudier toute la région de la Grèce du Sud, particulièrement le réseau des communications, les moyens et les bases, routes, trains, ports, etc..., dans les villes et dans les bases. Trouver les points les plus facilement attaquables, étudier les chemins d'invasion que l'ennemi considérerait comme improbables.

2) Etudier et organiser un réseau de renseignements, observation et transmission qui serait susceptible de satisfaire l'entière activité dans toutes les conditions.

3) Organisation illégale de centres de renseignements pour l'observation dans les villes et en dehors d'elles, organisation de moyens de transmission opportuns (utiliser non seulement la T. S.F. mais aussi les signaux visibles et audibles).

4) Commencer maintenant à étudier et à organiser les dépôts de fourniture aux points et places où nos groupes peuvent être actifs.

5) Entraîner les combattants et les agents à la dangereuse activité du sabotage (poser une mine sur une route est facile mais la poser au point où l'ennemi ne soupçonne pas que vous l'avez posée et la faire éclater non quand la première voiture passe mais au passage de la voiture d'une phar-

lange que vous voulez faire sauter), nécessite des tactiques différentes et un entraînement spécial.

6) Rendre en général les groupes faciles à mouvoir et flexibles et développer en eux l'élément de mouvement et de tromperie.

7) Nous devons organiser le travail dans les villes, pour éclairer le peuple, assurer le service des renseignements, préparer le sabotage avec prévision et au moment voulu. En général, l'organisation de tout le travail doit être faite avec intelligence et prévoyance, notre activité doit pouvoir s'exercer dans toutes les conditions derrière les lignes ennemies même sans appui de notre propre arrière, etc. ».

A Moscou

Après la défaite, Florakis s'enfuit derrière le rideau de fer, où la direction du K.K.E., qui appréciait ses qualités militaires et politiques le désigna le premier à être envoyé en Russie pour faire des études militaires et politiques à l'Académie politique de Moscou. Il y eut pour compagnon le « Lieutenant-Général » des guérillas Georges Vontitsios (alias Gousias), le « Major-Général » des guérillas Pantelis Vagenas ou Vainas et du bien connu Vainofsky, parlant le bulgare.

Après cet entraînement spécial, Florakis fut envoyé en Grèce comme une personne de confiance de la direction du K.K.E. et du communisme international avec l'ordre d'assurer la direction du Politburo échelon du C.C. du K.K.E. en Grèce.

Aussitôt arrivé en Grèce, il commença à exécuter l'ordre reçu. A cet effet, il coopéra avec divers agents du K.K.E., dont quelques-uns comme lui-même venaient de derrière le rideau de fer, avec d'autres sortis de prison ou revenus d'exil, avec d'autres agents enfin qui n'avaient pas été arrêtés et continuaient leur activité anti-nationale.

L'arrestation de Florakis a été effectuée le 27 juillet 1954, rue Michail Voda, à Athènes. Il était porteur d'une fausse carte d'identité au nom de Gregory Papadimitriou, professeur de mathématiques. Il avait, dans ses poches, trois souverains d'or et 900.000 drachmes.

Outre son bulletin bi-mensuel

L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

a publié :

EN SUPPLÉMENTS

- N° 5 du 16 mai 1949 : **Comment nous avons gagné la guerre et perdu la paix**, par William C. Bullitt.
- N° 10 et 11 de septembre-octobre 1949 : **Les origines du conflit Staline-Tito dévoilées par leurs lettres de 1948.**
- N° 46 du 1^{er} mai 1951 : **La première défaite d'Hitler à l'Est (témoignages allemands sur les causes de l'échec devant Moscou).**
- N° 50 du 1^{er} juillet 1951 : **Le III^e Reich et l'Ukraine (1939-1945)**, par Elie Borschak.
- N° 59 du 1^{er} janvier 1952 : **Accords, pactes et traités violés par l'U.R.S.S.**
- N° 61 du 1^{er} février 1952 : **Cent cinquante mille juifs polonais ont témoigné sur l'U.R.S.S.**, par Jacques Pat, suivi de : **L'épuration en Tchécoslovaquie et l'antisémitisme.**
- N° 68 du 16 mai 1952 : **La collectivisation dans les pays de « démocratie populaire ».**
- N° 73 du 16 septembre 1952 : **L'Ukraine sous le régime soviétique (1918-1952)**, par Elie Borschak.
- N° 78 du 1^{er} décembre 1952 : **Les dernières paroles de Maxime Litvinov.**
- N° 89 du 16 mai 1953 : **Le cas Vlassov**, par George Fischer.
- N° 94 du 16 septembre 1953 : **L'U.R.S.S. contre l'Islam : la suppression de deux peuples musulmans**, par A. Ouralov, suivi de : **Comment les bolchévistes ont tenu les promesses faites aux musulmans.**
- N° 98 du 16 novembre 1953 : **Un Caligula au Kremlin : le cas pathologique de Staline.**
- N° 105 du 1^{er} mars 1954 : **La littérature antireligieuse en U.R.S.S.**, par S. Tyszkiewicz.
- N° 111 du 1^{er} juin 1954 : **Tito et Moscou pendant la seconde guerre mondiale 1939-1945**, par Branko Lazitch.
- N° 113 du 1^{er} juillet 1954 : **La mort troublante de Joaquin Olaso Piera et de Dolorès Garcia Echevarieta.**

EN BROCHURES

- **Le procès des camps de concentration soviétiques (1951).**
- **Communisme et religion : ce que l'on ne vous a pas dit (1951).**
- **Staline nous fait la guerre: le mécanisme de l'ingérence russe dans les affaires de la France (1951).**
- **Où sont les impérialistes ? (1951).**
- **L'émissaire de la paix ou les Français vus de Moscou : scénario d'un film paru dans une revue soviétique (1951).**
- **L'U.R.S.S. lance un S.O.S. : la Conférence économique de Moscou d'avril 1952 (1952).**
- **Les communistes contre les institutions parlementaires (1952).**
- **Faut-il tirer sur les Américains ? (1952).**
- **L'impossible Front national (1952).**
- **L'espionnage soviétique dévoilé (1952).**
- **Contre le communisme, par la loi: quand les démocraties se défendent (1952).**
- **Le Congrès de Vienne ou l'ultimatum soviétique (1952).**
- **« Le Monde », auxiliaire du Communisme (1952).**
- **Staline trahi par les siens (1953).**
- **Staline contre Israël (1953).**
- **Les faiblesses actuelles du Parti Communiste Français (1953).**
- **Le mystérieux Hô-Chi-Minh (1953).**
- **Maurice Thorez, fils du peuple (1953).**
- **L'impérialisme soviétique ne change jamais (1953).**
- **Comment le parti communiste dirige la C.G.T. (1953).**
- **La Conférence de Berlin (1954).**
- **La trahison communiste (1954).**